



**PREFET  
DU FINISTERE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°29-2025-093

PUBLIÉ LE 19 JUIN 2025

# Sommaire

## **2901-PREFECTURE DU FINISTERE / CABINET**

29-2025-06-19-00001 - Arrêté du 19 juin 2025 portant interdiction de rassemblements festifs à caractère musical et interdiction de transport de matériel de diffusion de musique amplifiée dans le département du Finistère (3 pages) Page 4

29-2025-06-19-00002 - Arrêté du 19 juin 2025 portant restriction de la vente et de l'utilisation des artifices dits de divertissement et des produits chimiques, inflammables et explosifs ainsi que le port et transport d'armes par nature ou destination dans le département du Finistère (3 pages) Page 7

29-2025-06-03-00004 - Arrêté préfectoral portant habilitation de la fédération départementale des maisons familiales et rurales du Finistère pour les formations aux premiers secours (3 pages) Page 10

## **2901-PREFECTURE DU FINISTERE / DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

29-2025-06-18-00005 - Arrêté du 18 juin 2025 portant déclaration d'utilité publique et cessibilité Procédure d'abandon manifeste d'un bien immeuble sis sur la parcelle cadastrée section AY n°91 situées 13 rue des Bouchers sur le territoire de la commune de Morlaix (5 pages) Page 13

29-2025-06-18-00004 - Arrêté du 18 juin 2025 portant déclaration d'utilité publique et cessibilité Procédure d'abandon manifeste d'un bien immeuble sis sur la parcelle cadastrée section BL n°77 situées 42 rue Villeneuve sur le territoire de la commune de Morlaix (5 pages) Page 18

29-2025-06-18-00001 - Arrêté préfectoral du 18 juin 2025 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour permettre diverses études écologiques ou hydrologiques (4 pages) Page 23

## **2902-DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES / PÔLE DES SOLIDARITES, DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI**

29-2025-06-16-00008 - Décision d'agrément "chantier à caractère éducatif" n° 2025-35 du 16/06/25 (2 pages) Page 27

29-2025-06-16-00009 - Décision d'agrément "chantier à caractère éducatif" n° 2025-36 du 16/06/25 (2 pages) Page 29

29-2025-06-16-00010 - Décision d'agrément "chantier à caractère éducatif" n° 2025-37 du 16/06/25 (2 pages) Page 31

29-2025-06-16-00011 - Décision d'agrément "chantier à caractère éducatif" n° 2025-38 du 16/06/25 (2 pages)	Page 33
29-2025-06-16-00012 - Décision d'agrément "chantier à caractère éducatif" n° 2025-39 du 16/06/25 (2 pages)	Page 35
29-2025-06-16-00013 - Décision d'agrément "chantier à caractère éducatif" n° 2025-40 du 16/06/25 (3 pages)	Page 37
29-2025-06-16-00014 - Décision d'agrément "chantier à caractère éducatif" n° 2025-41 du 16/06/25 (2 pages)	Page 40
29-2025-06-16-00015 - Décision d'agrément "chantier à caractère éducatif" n° 2025-42 du 16/06/25 (2 pages)	Page 42
29-2025-06-16-00004 - Décision d'agrément "chantier à caractère éducatif" n°2025-31 du 16/06/25 (2 pages)	Page 44
29-2025-06-16-00005 - Décision d'agrément "chantier à caractère éducatif" n°2025-32 du 16/06/25 (2 pages)	Page 46
29-2025-06-16-00006 - Décision d'agrément "chantier à caractère éducatif" n°2025-33 du 16/06/25 (2 pages)	Page 48
29-2025-06-16-00007 - Décision d'agrément "chantier à caractère éducatif" n°2025-34 du 16/06/25 (2 pages)	Page 50
<b>2904-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER / SERVICE EAU ET BIODIVERSITE</b>	
29-2025-06-18-00006 - Arrêté préfectoral portant restriction temporaire des usages du feu et encadrement de certaines activités à risque incendie (4 pages)	Page 52
<b>2904-DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER / SERVICE HABITAT ET CONSTRUCTION</b>	
29-2025-06-10-00008 - Convention de délégation de compétence d'attribution des aides publiques au logement 2025-2030 (63 pages)	Page 56
<b>2908-DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE / SERVICE DEPARTEMENTAL A LA JEUNESSE, A L'ENGAGEMENT ET AUX SPORTS (SDJES)</b>	
29-2025-06-18-00002 - Arrêté portant agrément départemental d'associations de jeunesse et d'éducation populaire (2 pages)	Page 119
29-2025-06-18-00003 - Arrêté portant reconnaissance du tronc commun d'agrément (2 pages)	Page 121

ARRÊTÉ DU 19 JUIN 2025  
PORTANT INTERDICTION DE RASSEMBLEMENTS FESTIFS À CARACTÈRE MUSICAL ET  
INTERDICTION DE TRANSPORT DE MATÉRIEL DE DIFFUSION DE MUSIQUE AMPLIFIÉE DANS LE  
DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE

Le préfet du Finistère  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-2, L. 2215-1 et L. 2214-4 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-5 à L. 211-8, L. 211-15, R. 211-2 à R. 211-9 et R. 211-27 à R. 211-30 ;

**Vu** le décret n° 2002-887 du 3 mai 2002 modifié relatif à certains rassemblements festifs à caractère musical ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du président de la République du 28 avril 2025 portant nomination de M. Louis LE FRANC en qualité de préfet du Finistère ;

**Considérant** que des rassemblements festifs à caractère musical non déclarés sont régulièrement organisés dans le département du Finistère ;

**Considérant** que des informations portées à la connaissance des services de l'État indiquent qu'un ou plusieurs rassemblements festifs de type rave-parties ou tecknival sont susceptibles d'être organisés en Bretagne, principalement dans le département du Finistère entre le 20 juin et le 23 juin 2025 ;

**Considérant** qu'en application de l'article L. 211-5 du code de la sécurité intérieure, les rassemblements festifs à caractère musical sont soumis à l'obligation de déclaration préalable auprès du préfet de département ;

**Considérant** qu'aucune déclaration préalable n'a été déposée auprès du préfet du Finistère, précisant le nombre prévisible de participants ainsi que les mesures envisagées par les organisateurs des rassemblements festifs à caractère musical mentionnés ci-dessus en vue de garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques, alors même que les organisateurs de ce type de rassemblement en ont l'obligation au plus tard un mois avant la date prévue du rassemblement ;

**Considérant** que ce type d'événements non déclaré est susceptible de rassembler plusieurs centaines de personnes durant plusieurs jours consécutifs, mettant en péril leur propre sécurité faute de mesures de sécurités préalablement établies et évaluées, et engendrant de potentielles



atteintes graves à la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques sur le lieu de rassemblement ainsi que pour son voisinage et sur les axes de circulation alentours ;

**Considérant** les prises en charges pour problèmes médicaux, les infractions nombreuses au code de la route, les consommations de stupéfiants, les mises en danger, les troubles du voisinage relevés lors d'un précédent technival organisé illégalement ;

**Considérant** les décès et accidents observés en marge d'autres rassemblements du même type ;

**Considérant** que face aux risques encourus par les participants à ce type de rassemblement comme par les autres citoyens, il convient d'assurer la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées à la gravité de la menace ;

**Considérant** par conséquent que l'activité de ces services de secours et de sécurité ne permet pas de disposer des effectifs suffisants pour assurer la sécurité d'un rassemblement festif à caractère musical non déclaré dont le lieu exact n'est pas prévisible par avance et alors même que plusieurs autres manifestations et événements se déroulent dans le département pendant la période considérée, dans un contexte de menace terroriste élevée ;

**Considérant** dès lors la nécessité et l'urgence à prévenir les risques d'atteinte à la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques en tout lieu du département et vu les pouvoirs de police administrative générale du préfet au titre des dispositions de l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Finistère,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La tenue de rassemblements festifs à caractère musical répondant à l'ensemble des caractéristiques énoncées à l'article R. 211-2 du code de la sécurité intérieure, autres que ceux légalement déclarés ou autorisés, et la participation à ce type de rassemblements sont interdites dans l'ensemble du territoire du département du Finistère, du vendredi 20 juin 2025 à 12 heures au lundi 23 juin 2025 à 12 heures.

**Article 2** : Le transport de matériel « sound system » susceptible d'être utilisé pour une manifestation non déclarée telle que visée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté est interdit sur l'ensemble des réseaux routiers (réseau national et réseau secondaire) du département du Finistère du vendredi 20 juin 2025 à 12 heures au lundi 23 juin 2025 à 12 heures.

**Article 3** : Toute infraction aux dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 est passible des sanctions prévues par l'article R. 211-27 du code de la sécurité intérieure et peut donner lieu à la saisie du matériel en vue de sa confiscation par le tribunal.

**Article 4** : Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter de sa publication.

**Article 5** : Dans un délai de deux mois suivant sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :  
- d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère (42 boulevard Dupleix, CS16033, 29320 Quimper Cedex) ;  
- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (Place Beauvau, 75008 Paris) ;  
- d'un recours devant le tribunal administratif de Rennes (3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes CEDEX). Le tribunal administratif de Rennes peut également être saisi dans les deux mois par l'application internet « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** : La directrice de cabinet du préfet du Finistère, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur interdépartemental de la police nationale du Finistère, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale du Finistère et les maires des communes du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera

publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère et transmis aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires de Quimper et Brest.

Le Préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
la sous-préfète, directrice de cabinet,

*signé*

Camille DAGORNE



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet  
Direction des sécurités  
Bureau de la sécurité intérieure**

ARRÊTÉ DU 19 JUIN 2025  
PORTANT RESTRICTION DE LA VENTE ET DE L'UTILISATION DES ARTIFICES DITS DE DIVERTISSEMENT  
ET DES PRODUITS CHIMIQUES, INFLAMMABLES ET EXPLOSIFS AINSI QUE LE PORT ET TRANSPORT  
D'ARMES PAR NATURE OU DESTINATION DANS LE DÉPARTEMENT DU FINISTÈRE

Le préfet du Finistère  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;

**Vu** le code de la défense ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-2, L. 2215-1 et L. 2214-4 ;

**Vu** le code pénal, notamment ses articles 431-3 et suivants, 431-9, 431-9-1 et R. 644-4 ;

**Vu** le code civil, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V et du livre V ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

**Vu** le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 29-2025-05-19-00003 du 19 mai 2025 donnant délégation de signature à Mme Camille DAGORNE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Finistère ;

**Considérant** l'urgence à prévenir les risques d'atteinte à l'ordre et la tranquillité publics et les pouvoirs de police administrative générale que le préfet tient des dispositions de l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales ;

**Considérant** que l'utilisation des artifices de divertissement impose des précautions particulières ;

**Considérant** que cette utilisation occasionne des nuisances sonores et, chaque année, des accidents et atteintes graves aux personnes et aux biens résultant de leur utilisation non maîtrisée ;

**Considérant** que l'utilisation d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques de manière inappropriée sur la voie publique est de nature à créer des désordres et des mouvements de panique, en particulier dans le contexte du plan Vigipirate, dont le niveau « sécurité renforcée – risque attentat » est actuellement activé ; qu'une telle utilisation est susceptible de provoquer des alertes pénalisant l'activité des forces de l'ordre, conduisant à les détourner de leurs missions de sécurité ; qu'elle est également susceptible, en couvrant les détonations d'armes à feu, de masquer une attaque réelle, risquant d'accroître le nombre de victimes ;

**Considérant**, les festivités organisées dans le cadre de la fête de la musique le 21 juin 2025 dans le Finistère ;

**Considérant** que, dans ce contexte, il existe un risque d'utilisation d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques, particulièrement ceux conçus pour être lancés par un mortier, contre les forces de l'ordre et les services publics ;

**Considérant** que les dégradations décrites pourraient être commises à des fins d'incendies par des personnes porteuses de récipients contenant des liquides inflammables ou explosifs, utilisés à des fins autres que celles pour lesquelles ils sont proposés à la vente ; qu'ainsi, il y a lieu de restreindre temporairement les conditions de distribution, d'achat, de vente à emporter et de transport de ces produits, afin de prévenir la survenance ou de limiter les conséquences de tels actes ;

**Considérant**, que face aux risques mentionnés ci-dessus, il convient d'assurer la sécurité des personnes et des biens par des mesures adaptées à la gravité de la menace ;

**Sur proposition** de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Finistère,

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'achat, la vente, la cession, l'utilisation, le port et le transport des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques de catégories C2, F2, C3, F3, C4 et F4 sont interdits dans le département du Finistère du vendredi 20 juin 2025 à 08h00 jusqu'au lundi 23 juin 2025 à 08h00.

**Article 2** : L'achat, la vente, la cession, l'utilisation, le port et le transport d'armes par nature et de tous objets susceptibles de constituer une arme au sens de l'article 132-75 du code pénal, ainsi que l'achat, le port et le transport par des particuliers, sans motif légitime :

- de mortiers, d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques ;
  - dans des conteneurs individuels, de substances ou de mélanges dangereux, inflammables ou corrosifs, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 susvisé, tels que l'essence, le pétrole, le gaz, l'alcool à brûler, le méthanol, la térébenthine, le « white-spirit », l'acétone, les solvants, acide sulfurique, soude, chlorate de soude et les produits à base d'acide chlorhydrique ;
  - d'objets destinés à dissimuler tout ou partie du visage afin de ne pas être identifié ;
  - d'équipements destinés à effectuer des tags et marquages urbains ;
  - d'équipement de protection destiné à mettre en échec tout ou partie des moyens utilisés par les représentants de la force publique pour le maintien de l'ordre ;
  - des poubelles, des caddies de supermarché, des palettes en bois, du mobilier urbain ou matériel de chantier,
- sont interdits dans le département du Finistère du vendredi 20 juin 2025 à 08h00 jusqu'au lundi 23 juin 2025 à 08h00 ;

**Article 3** : Dans un délai de deux mois suivant sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère (42 boulevard Duplex, CS16033, 29320 Quimper Cedex) ;

- d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur (Place Beauvau, 75008 Paris) ;
- d'un recours devant le tribunal administratif de Rennes (3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes CEDEX). Le tribunal administratif de Rennes peut également être saisi dans les deux mois par l'application internet « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :** La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet du Finistère, le directeur interdépartemental de la police nationale du Finistère, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale et les maires des communes du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
la sous-préfète directrice de cabinet,

*signé*

Camille DAGORNE



# PRÉFET DU FINISTÈRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**CABINET**  
**Direction des sécurités**  
**SIDPC**

## **ARRETE PREFECTORAL PORTANT HABILITATION DE LA FEDERATION DEPARTEMENTALE DES MAISONS FAMILIALES RURALES DU FINISTERE POUR LES FORMATIONS AUX PREMIERS SECOURS**

### **LE PREFET DU FINISTERE**

Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

**VU** le code de la sécurité intérieure notamment ses articles L.726-1, L. 726-2, et R. 726-3 et suivants ;

**VU** le décret du président de la République du 28 avril 2025 portant nomination de M. Louis Le Franc en qualité de préfet du Finistère ;

**VU** l'arrêté du 15 juin 2024 relatif à la filière citoyenne de sécurité civile dans le domaine de la formation aux premiers secours ;

**VU** l'arrêté du 15 juin 2024 relatif à la filière opérationnelle de sécurité civile dans le domaine de la formation aux premiers secours ;

**VU** l'arrêté du 15 juin 2024 relatif à la filière aquatique de sécurité civile ;

**VU** l'arrêté du 15 juin 2024 relatif à la filière pédagogique de sécurité civile ;

**VU** l'arrêté du 17 juin 2024 relatif à l'habilitation pour la formation aux premiers secours ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 19 mai 2025 donnant délégation de signature à Mme Camille DAGORNE, directrice de cabinet ;

**VU** la demande d'habilitation formulée par la Fédération départementale des Maisons Familiales Rurales du Finistère en date du 24 avril 2024 ;

**VU** l'avis de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du 22 mai 2025 portant sur les référentiels internes de formation et de certification présentés ;

### **ARRETE**

**Article 1er** : la Fédération départementale des Maisons Familiales Rurales du Finistère est habilitée à délivrer les unités d'enseignements suivantes :

- Prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC )

**Article 2** : la formation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> est dispensée suivant les référentiels internes de formation et de certification enregistrés auprès de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crises et référencés en annexe 1 du présent arrêté.

**Article 3** : la formation pourra être dispensée uniquement au sein du département du Finistère.

**Article 4 :** le public cible de la formation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> est précisé en annexe 1 du présent arrêté.

**Article 5 :** la présente habilitation ne peut être ni cédée ni déléguée et seul l'organisme habilité peut dispenser les formations mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

**Article 6 :** toute modification du dossier ayant servi à la demande d'habilitation, notamment la composition de l'équipe pédagogique ou la liste d'aptitude pédagogique, doit être communiquée sans délai à la connaissance du préfet.

**Article 7 :** le préfet du département est compétent pour contrôler, en application de l'article L.751-3 du code de la sécurité intérieure, les organismes habilités au titre de l'article R.726-3 du même code.

**Article 8 :** sans préjudice des articles L.242-1 et L.242-4 du code des relations entre le public et l'administration, lorsque l'organisme ne se conforme pas à ses obligations ou ne remplit plus les conditions qui ont permis son habilitation, ou s'il est constaté des fautes graves ou répétées dans la mise en œuvre de l'habilitation, le préfet peut appliquer les dispositions prévues à l'article R-726-15 du code de la sécurité intérieure.

**Article 9 :** la présente habilitation est délivrée pour une durée de trois ans à compter du lendemain de la date de signature du présent arrêté.

**Article 10 :** la demande de renouvellement doit parvenir au préfet au moins six mois avant l'échéance de la présente habilitation.

**Article 11 :** Mme la directrice de cabinet du préfet du Finistère est chargée de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales du Finistère et publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département du Finistère.

A Quimper, le 3 juin 2025

Le préfet,  
Pour le préfet,  
La sous-préfète, directrice de cabinet

*Original signé*

Camille DAGORNE

## Annexe

Liste des référentiels internes de formation et de certification enregistrés auprès de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises et devant être utilisés pour dispenser les formations mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Unité d'enseignement dispensée	Numéro d'enregistrement du référentiel à la DGSCGC	Public cible	Observations
GQS	Néant	Tous publics	Néant
PSC	OD29-PSC-047-28	Personnels et usagers du MFR29	

---

Après consultation de la DGSCGC, le code orga « FD MFR 29 » sera utilisé pour l'identification des attestations et certificats de compétences.





**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ DU 18 JUIN 2025  
PORTANT DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET CESSIBILITÉ**

**PROCÉDURE D'ABANDON MANIFESTE D'UN BIEN IMMEUBLE SIS SUR LA PARCELLE  
CADASTRÉE SECTION AY N°91 SITUÉES 13 RUE DES BOUCHERS SUR LE TERRITOIRE  
DE LA COMMUNE DE MORLAIX**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2243-1 à L.2243-4 ;

**VU** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Louis LE FRANC en qualité de préfet du Finistère ;

**VU** le procès-verbal provisoire de l'état d'abandon manifeste en date du 13 septembre 2023, sa notification au propriétaire par lettre recommandée avec accusé de réception, son certificat d'affichage et sa parution dans les journaux *Ouest France* et *Le Télégramme* ;

**VU** le contrat de concession d'aménagement relative à la mise en œuvre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) en cœur de ville entre Morlaix Communauté et la Société d'Économie Mixte de Portage Immobilier du Ponant (SEMPI) signé le 12 octobre 2023 ;

**VU** le procès-verbal définitif de l'état d'abandon manifeste en date du 25 mars 2024 et son certificat attestant que le PV définitif a été mis à la disposition du public en mairie de Morlaix ;

**VU** l'accord en date du 8 août 2024 de la mairie de Morlaix de poursuivre la procédure dans le cadre du contrat de concession susvisé entre Morlaix Communauté et la SEMPI ;

**VU** la délibération en date du 26 septembre 2024 par laquelle le conseil municipal de Morlaix déclare le bien et la parcelle cadastrée section AY n°91 situés 13 rue des Bouchers, en état d'abandon manifeste, autorise la SEMPI à poursuivre l'expropriation à des fins de réhabilitation du bien en vue de sa remise sur le marché immobilier du logement ;

**VU** l'avis de France Domaine du 28 août 2024;

**VU** le dossier du projet simplifié d'acquisition publique, l'évaluation sommaire du coût de l'opération et les observations du public déposées sur le registre ;

**VU** la mise à disposition du public du dossier simplifié entre le 21 octobre 2024 et le 22 novembre 2024 ;

**VU** le courrier de M. le Directeur de la SEMPI en date du 11 mars 2025 sollicitant le préfet du Finistère en vue de déclarer d'utilité publique et cessibles la parcelle section AY n°91 au profit de la SEMPI ;

**CONSIDÉRANT** que le propriétaire du bien en cause n'a pas donné suite aux injonctions de la commune signifiées dans le procès verbal provisoire d'abandon manifeste et dans le procès-verbal définitif d'abandon manifeste du bien ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure de déclaration de parcelle en état d'abandon manifeste telle que prévue par les articles L2243-1 à L2243-4 du code général des collectivités territoriales a bien été respectée ;

**CONSIDÉRANT** que l'acquisition de l'immeuble et de la parcelle à l'amiable ou par voie d'expropriation est nécessaire pour faire cesser l'état d'abandon manifeste actuel ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : est déclaré d'utilité publique au profit de la SEMPI du Ponant la réhabilitation du bâtiment existant pour permettre sa remise sur le marché immobilier du logement.

**ARTICLE 2** : le périmètre de l'opération faisant l'objet de la présente déclaration d'utilité publique, consultable en mairie de Morlaix, est celui de la parcelle cadastrée AY n°91, sise 13 rue des Bouchers, sur le territoire de la commune de Morlaix.

**ARTICLE 3** : La SEMPI est autorisée à acquérir par voie amiable ou, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'exécution du projet susvisé, dans les conditions de l'article L.2243-4 du code général des collectivités territoriales :

- sur la base de l'indemnité provisionnelle fixée par la direction départementale des Finances publiques, soit 25 100 € ;
- avec une prise de possession, après paiement, ou, en cas d'obstacle au paiement, après consignation de l'indemnité provisionnelle, postérieure d'au moins deux mois à compter de la publication de l'arrêté déclaratif d'utilité publique.

**ARTICLE 4** : la présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations ne sont pas réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : sont déclarés immédiatement cessibles, pour le compte de la SEMPI, l'immeuble et la parcelle cadastrée AY n°91 correspondant aux état et plan parcellaires ci-annexés.

**ARTICLE 6** : le présent arrêté de cessibilité sera considéré comme caduc s'il n'est pas transmis dans les six mois de sa date de signature au greffe du juge de l'expropriation.

**ARTICLE 7** : la présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif soit gracieux auprès du préfet, soit hiérarchique auprès du ministre en charge de l'urbanisme, soit

contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes dans les deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité du présent arrêté.

Le recours contentieux peut être adressé au tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site : <http://www.telecours.fr>

En cas de recours administratif, le silence gardé pendant plus de deux mois par l'autorité compétente sur ce recours vaut décision de rejet. À compter de l'expiration de cette période, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour déposer un recours contentieux contre cette décision implicite. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet sur ce recours intervient dans un délai de deux mois, sa notification fait à nouveau courir le délai de recours contentieux.

**ARTICLE 8 :** la présente décision sera, par les soins du maire, affichée à la mairie de Morlaix et publiée par tous moyens en usage dans la commune, pendant au moins deux mois. Un certificat d'affichage produit par le maire justifiera de l'accomplissement de cette formalité.

Elle sera notifiée aux propriétaires ou titulaires de droits réels immobiliers sous pli recommandé avec accusé de réception. La justification de l'accomplissement de cette formalité sera effective par la production d'une copie de la lettre d'envoi recommandé ainsi que de l'accusé de réception.

Le présent arrêté est, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

**ARTICLE 9 :** le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le maire de Morlaix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

SIGNÉ

François DRAPÉ

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral du

Procédure d'abandon manifeste - Plan parcellaire

Parcelle cadastrée AY n°91 sise 13 rue des Bouchers, sur le territoire de la commune de Morlaix



Annexe 2 à l'arrêté préfectoral du

Procédure d'abandon manifeste - État parcellaire  
Parcelles cadastrées AY n°91 sise 13 rue des Bouchers, sur le territoire de la commune de Morlaix

N° d'ordre : 9	Date de dépôt : 22/01/2010	Référence d'enlissement : 2904P06 2010P322	Date de l'acte : 13/01/2010
	Nature de l'acte : ATTESTATION RECTIFICATIVE VALANT REPRISE POUR ORDRE de la formalité initiale du 01/12/2009 Sages : 2904P06 Vol 2009P N° 5391		
	Rédacteur : NOT NICOLAS JEROME / MORLAIX		

*Disposition n° 1 de la formalité 2904P06 2010P322 : DONATION DU 21/11/2009*

Disposant, Donateur						
Numéro		Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité	
1		INIZAN			16/07/1946	
Bénéficiaire, Donataire						
Numéro		Désignation des personnes			Date de naissance ou N° d'identité	
2		INIZAN			03/06/1978	
Immeubles						
Bénéficiaires		Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
2		TP	MORLAIX	AY 91		

11

Demande de renseignements n° 2904P03 2024H4381

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Trefond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 75.000,00 EUR

Complément : Réserve du droit de retour au profit du disposant, interdiction d'aliéner et d'hypothéquer.  
Régularisation en ce qui concerne l'identité de la donataire

ARRÊTÉ DU 18 JUIN 2025  
PORTANT DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET CESSIBILITÉ

PROCÉDURE D'ABANDON MANIFESTE D'UN BIEN IMMEUBLE SIS SUR LA PARCELLE  
CADASTRÉE SECTION BL N°77 SITUÉES 42 RUE VILLENEUVE SUR LE TERRITOIRE DE  
LA COMMUNE DE MORLAIX

LE PRÉFET DU FINISTÈRE  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2243-1 à L.2243-4 ;

**VU** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Louis LE FRANC en qualité de préfet du Finistère ;

**VU** le procès-verbal provisoire de l'état d'abandon manifeste en date du 20 décembre 2023, sa notification au propriétaire par lettre recommandée avec accusé de réception, son certificat d'affichage et sa parution dans les journaux *Ouest France* et *Le Télégramme* ;

**VU** le contrat de concession d'aménagement relative à la mise en œuvre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) en cœur de ville entre Morlaix Communauté et la Société d'Économie Mixte de Portage Immobilier du Ponant (SEMPI) signé le 12 octobre 2023 ;

**VU** le procès-verbal définitif de l'état d'abandon manifeste en date du 22 juillet 2024 et son certificat attestant que le PV définitif a été mis à la disposition du public en mairie de Morlaix ;

**VU** l'accord en date du 8 août 2024 de la mairie de Morlaix de poursuivre la procédure dans le cadre du contrat de concession susvisé entre Morlaix Communauté et la SEMPI ;

**VU** la délibération en date du 26 septembre 2024 par laquelle le conseil municipal de Morlaix déclare le bien et la parcelle cadastrée section BL n°77 situés 42 rue Villeneuve, en état d'abandon manifeste, autorise la SEMPI à poursuivre l'expropriation à des fins de réhabilitation du bien en vue de sa remise sur le marché immobilier du logement ;

**VU** l'avis de France Domaine du 14 août 2024 ;

**VU** le dossier du projet simplifié d'acquisition publique, l'évaluation sommaire du coût de l'opération et les observations du public déposées sur le registre ;

**VU** la mise à disposition du public du dossier simplifié entre le 21 octobre 2024 et le 22 novembre 2024 ;

**VU** le courrier de M. le Directeur de la SEMPI en date du 11 mars 2025 sollicitant le préfet du Finistère en vue de déclarer d'utilité publique et cessibles la parcelle section BL n°77 au profit de la SEMPI ;

**CONSIDÉRANT** que le propriétaire du bien en cause n'a pas donné suite aux injonctions de la commune signifiées dans le procès verbal provisoire d'abandon manifeste et dans le procès-verbal définitif d'abandon manifeste du bien ;

**CONSIDÉRANT** que la procédure de déclaration de parcelle en état d'abandon manifeste telle que prévue par les articles L2243-1 à L2243-4 du code général des collectivités territoriales a bien été respectée ;

**CONSIDÉRANT** que l'acquisition de l'immeuble et de la parcelle à l'amiable ou par voie d'expropriation est nécessaire pour faire cesser l'état d'abandon manifeste actuel ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

### **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup>** : est déclaré d'utilité publique au profit de la SEMPI du Ponant la réhabilitation du bâtiment existant pour permettre sa remise sur le marché immobilier du logement.

**ARTICLE 2** : le périmètre de l'opération faisant l'objet de la présente déclaration d'utilité publique, consultable en mairie de Morlaix, est celui de la parcelle cadastrée BL n°77, sise 42 rue Villeneuve, sur le territoire de la commune de Morlaix.

**ARTICLE 3** : La SEMPI est autorisée à acquérir par voie amiable ou, s'il y a lieu, par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'exécution du projet susvisé, dans les conditions de l'article L.2243-4 du code général des collectivités territoriales :

- sur la base de l'indemnité provisionnelle fixée par la direction départementale des Finances publiques, soit 126 000 € ;
- avec une prise de possession, après paiement, ou, en cas d'obstacle au paiement, après consignation de l'indemnité provisionnelle, postérieure d'au moins deux mois à compter de la publication de l'arrêté déclaratif d'utilité publique.

**ARTICLE 4** : la présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations ne sont pas réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**ARTICLE 5** : sont déclarés immédiatement cessibles, pour le compte de la SEMPI, l'immeuble et la parcelle cadastrée BL n°77 correspondant aux état et plan parcellaires ci-annexés.

**ARTICLE 6** : le présent arrêté de cessibilité sera considéré comme caduc s'il n'est pas transmis dans les six mois de sa date de signature au greffe du juge de l'expropriation.

**ARTICLE 7** : la présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif soit gracieux auprès du préfet, soit hiérarchique auprès du ministre en charge de l'urbanisme, soit

contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes dans les deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité du présent arrêté.

Le recours contentieux peut être adressé au tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site : <http://www.telecours.fr>

En cas de recours administratif, le silence gardé pendant plus de deux mois par l'autorité compétente sur ce recours vaut décision de rejet. À compter de l'expiration de cette période, les intéressés disposent d'un délai de deux mois pour déposer un recours contentieux contre cette décision implicite. Néanmoins, lorsqu'une décision explicite de rejet sur ce recours intervient dans un délai de deux mois, sa notification fait à nouveau courir le délai de recours contentieux.

ARTICLE 8 : la présente décision sera, par les soins du maire, affichée à la mairie de Morlaix et publiée par tous moyens en usage dans la commune, pendant au moins deux mois. Un certificat d'affichage produit par le maire justifiera de l'accomplissement de cette formalité.

Elle sera notifiée aux propriétaires ou titulaires de droits réels immobiliers sous pli recommandé avec accusé de réception. La justification de l'accomplissement de cette formalité sera effective par la production d'une copie de la lettre d'envoi recommandé ainsi que de l'accusé de réception.

Le présent arrêté est, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Finistère.

ARTICLE 9 : le secrétaire général de la préfecture du Finistère, le maire de Morlaix sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

SIGNÉ

François DRAPÉ



Annexe 1 à l'arrêté préfectoral du

Procédure d'abandon manifeste - Plan parcellaire

Parcelle cadastrée BL n°77 sise 42 rue Villeneuve, sur le territoire de la commune de Morlaix



Annexe 2 à l'arrêté préfectoral du

Procédure d'abandon manifeste - État parcellaire  
Parcelles cadastrées BL n°77 sise 42 rue Villeneuve, sur le territoire de la commune de Morlaix

N° d'ordre : 4	Date de dépôt : 01/03/2006	Référence d'enlissement : 2904P06 2006P1418	Date de l'acte : 03/01/2006
	Nature de l'acte : VENTE		
	Rédacteur : NOT ABRIAL THIERRY / LANDIVISIAU		

*Disposition n° 1 de la formalité 2904P06 2006P1418 :*

Disposant, Donateur		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
1	ABADOU	14/04/1964
2	ABDMEZIEM	08/01/1969

Bénéficiaire, Donataire		
Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
3	LOURME	03/03/1978
4	VILAIN	18/03/1978

Immeubles					
Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
tous	PI	MORLAIX	BL 77		

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 290.000,00 EUR



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**  
Bureau de la coordination

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 18 JUIN 2025  
PORTANT AUTORISATION DE PÉNÉTRER DANS LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES POUR  
PERMETTRE DIVERSES ÉTUDES ÉCOLOGIQUES OU HYDROLOGIQUES**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**VU** le code de la justice administrative ;

**VU** le code pénal et notamment son article 433-11 ;

**VU** la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, notamment son article 1<sup>er</sup> ;

**VU** la loi n°374 du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères, modifiée par la loi n°57-391 du 28 mars 1957 ;

**VU** la demande en date du 10 juin 2025 formulée par le directeur de l'Établissement public d'aménagement et de gestion de l'Aulne (EPAGA) ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prendre toute mesure pour que les intervenants désignés par le directeur de l'EPAGA n'éprouvent aucun empêchement dans l'exercice des missions qui leur sont confiées pour les années 2025 et 2026 ;

**SUR** la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : M. Xavier BADÉ, directeur de l'Établissement public d'aménagement et de gestion de l'Aulne (EPAGA), ainsi que toutes les personnes qui figurent sur la liste en annexe 1, sont autorisés à pénétrer dans les propriétés privées non closes (à l'exclusion des habitations), dans les communes de Roscanvel, Lanvéoc, Landévennec, Crozon, Argol, Trégarvan, Dineault, Pont-de-Buis-les-Quimerç'h, Rosnoen, Le Faou, Hanvec, Lopérec, Saint-Rivoal, Brasparts, Saint-Ségal, Pleyben, Le Cloître-Pleyben, Lannédern, Loqueffret, Plonévez-du-Faou, Lennon, Châteauneuf-du-Faou, Landeleau, Collorec, Plouyé, Brennilis, La Feuillée, Plounévezel, Carhaix-Plouguer, Poullaouen, Scrignac, Port-Launay, Châteaulin, Gouézec, Berrien, Huelgoat, Kergloff, Clédén-Poher, Saint-Hernin et Motreff, afin d'effectuer des prélèvements d'eau, des études de terrain et des suivis écologiques dans les cours d'eau suivants : l'Aulne, la Rade de Brest, la Douffine et ses affluents depuis la source jusqu'à l'estuaire, le Faou et ses affluents depuis la source jusqu'à l'estuaire, l'Ellez et ses affluents depuis la retenue de Saint-Michel jusqu'à confluence avec l'Aulne, le Garvan et ses affluents depuis la source jusqu'à l'estuaire, le ruisseau de Landeleau et ses affluents depuis la source jusqu'à sa confluence avec l'Aulne, le Ster Goanez et ses affluents depuis Plonevez-du-Faou jusqu'à sa confluence avec l'Aulne, le Vernic et ses affluents depuis la source jusqu'à sa confluence avec l'Aulne, l'Hyère et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Kergoat, l'Aulne et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Ellez, l'Aulne depuis la confluence du Canal de Nantes à Brest jusqu'à l'estuaire,

l'Aulne depuis la confluence de l'Ellez jusqu'à sa confluence avec le canal de Nantes à Brest et le Goaranvec et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Kergoat.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté est affiché dans les mairies des communes de Roscanvel, Lanvéoc, Landévennec, Crozon, Argol, Trégarvan, Dineault, Pont-de-Buis-les-Quimerch, Rosnoen, Le Faou, Hanvec, Lopérec, Saint-Rivoal, Brasparts, Saint-Ségal, Pleyben, Le Cloître-Pleyben, Lannédern, Loqueffret, Plonévez-du-Faou, Lennon, Châteauneuf-du-Faou, Landeleau, Collorec, Plouyé, Brennilis, La Feuillée, Plounévezel, Carhaix-Plouguer, Poullaouen, Scrignac, Port-Launay, Châteaulin, Gouézec, Berrien, Huelgoat, Kergloff, Cléden-Poher, Saint-Hernin et Motreff.

L'accomplissement de cette formalité est justifié par un certificat d'affichage que le maire adresse au préfet du Finistère.

L'opération ne peut commencer qu'à l'expiration d'un délai de dix jours au moins à compter de la date d'affichage en mairie du présent arrêté (ce délai ne comprenant ni le jour d'affichage ni celui de la mise à exécution.

Chacune des personnes visées à l'article 1 du présent arrêté est tenue de présenter à toute réquisition la copie de cet arrêté.

**ARTICLE 3 :** Les personnes visées à l'article 1 du présent arrêté ne peuvent pénétrer dans les propriétés closes que cinq jours après notification de l'arrêté aux propriétaires, ou, en son absence, au gardien de la propriété ; ce délai de cinq jours ne comprenant ni le jour de la notification, ni celui de la mise à exécution. À défaut de gardien connu, demeurant dans la commune, le délai ne court qu'à partir de la notification au propriétaire faite en mairie ; ce délai expiré, si personne ne se présente pour permettre l'accès, lesdits agents ou délégués peuvent entrer avec l'assistance du juge du tribunal d'instance de Quimper.

**ARTICLE 4 :** Il est interdit d'apporter aux travaux des personnes visées à l'article 1 du présent arrêté tout trouble ou empêchement. En cas de difficulté ou de résistance quelconque, les personnes peuvent faire appel aux agents de la force publique.

La présente autorisation ne vaut pas accord de l'autorité administrative pour pénétrer sur les propriétés privées en l'absence d'accord des propriétaires.

**ARTICLE 5 :** À la fin des opérations, tout dommage éventuellement causé est réglé entre le propriétaire et l'EPAGA dans les formes indiquées du code de la justice administrative.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté est délivré pour une durée d'un an et sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa date.

**ARTICLE 7 :** Le présent acte peut être contesté par toute personne ayant un intérêt à agir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité du présent arrêté :

- par recours gracieux auprès du préfet ou par recours hiérarchique adressé au ministre concerné. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d'être contestée devant un tribunal administratif dans un délai de deux mois ;
- par recours contentieux de devant le tribunal administratif de Rennes conformément aux articles R421-1 et suivants du code de la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessibles par le site : <https://www.telerecours.fr>

**ARTICLE 8 :** Les maires des communes concernées doivent, s'il y a lieu, prêter leur concours et l'appui de leur autorité aux agents de l'administration pour l'accomplissement de leur mission.

**ARTICLE 9 :** M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère, Mme la sous-préfète de l'arrondissement de Châteaulin, le directeur de l'EPAGA, les maires des communes de Roscanvel,

Lanvéoc, Landévennec, Crozon, Argol, Trégarvan, Dineault, Pont-de-Buis-les-Quimerç'h, Rosnoen, Le Faou, Hanvec, Lopérec, Saint-Rivoal, Brasparts, Saint-Ségal, Pleyben, Le Cloître-Pleyben, Lannédern, Loqueffret, Plonévez-du-Faou, Lennon, Châteauneuf-du-Faou, Landeleau, Collorec, Plouyé, Brennilis, La Feuillée, Plounévezel, Carhaix-Plouguer, Poullaouen, Scrignac, Port-Launay, Châteaulin, Gouézec, Berrien, Huelgoat, Kergloff, Clédén-Poher, Saint-Hernin et Motreff, M. le Directeur départemental de la sécurité publique, M. le commandant du groupement de gendarmerie départementale du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

***signé***

François DRAPÉ

Annexe 1 à l'arrêté préfectoral du  
portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées pour permettre divers études écologiques  
ou hydrologiques

Liste des personnes habilitées à pénétrer les propriétés privées

Mme Nora ABOT  
M. Xavier BADE  
M. Sylvestre BOICHARD  
M. Jonas GESTIN  
Mme Clémentine JEZEQUEL  
M. François LE GUERN  
Mme Maëla PERON  
Mme Alexia RIVALLIN  
Mme Eva RUSSIER-PICARD  
M. Jean-René TANGUY

**DÉCISION D'AGRÉMENT « CHANTIER A CARACTERE EDUCATIF »  
N° 2025-35 du 16/06/25**

**VU** les articles L. 242-1, L. 311-2 et L. 136-1- 1 du code de la sécurité sociale,

**VU** l'article L. 6342-3 du code du travail,

**VU** l'instruction du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville en date du 6 juillet 1994,

**VU** l'instruction du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 24 décembre 2021,

**VU** la demande déposée par :

La structure MAIRIE DE MORLAIX

Sise : 44 Place des otages 29600 MORLAIX

Après examen des pièces nécessaires à la constitution du dossier, le dossier est conforme aux critères définis par le cahier des charges arrêté le 25/03/2022.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**

La MAIRIE DE MORLAIX est agréée « chantier à caractère éducatif »

**ARTICLE 2**

Cet agrément est accordé pour une durée de 12 mois à compter du 16/06/25. La structure s'engage à envoyer à la DDETS une demande de renouvellement à une date comprise entre le 16/04/26 et 16/05/26

### **ARTICLE 3**

Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Finistère.

### **ARTICLE 4**

La structure s'engage à déclarer chaque chantier, auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère, 15 jours avant son démarrage précisant les dates, lieux, nombres de jeunes et nature des missions.

### **ARTICLE 5**

La structure conclura un pacte d'engagement avec chaque jeune bénéficiaire, en utilisant notamment le formulaire type annexé à la demande d'agrément.

### **ARTICLE 6**

En cas de constat du non-respect du cahier des charges, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère pourra retirer le présent agrément.

Fait à Quimper, le 16/06/25

**Pour Le Directeur départemental,**

**Le Responsable de mission**

**SIGNÉ**

Jérémie MÉTAYER



**DÉCISION D'AGRÉMENT « CHANTIER A CARACTERE EDUCATIF »  
N° 2025-36 du 16/06/25**

**VU** les articles L. 242-1, L. 311-2 et L. 136-1- 1 du code de la sécurité sociale,

**VU** l'article L. 6342-3 du code du travail,

**VU** l'instruction du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville en date du 6 juillet 1994,

**VU** l'instruction du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 24 décembre 2021,

**VU** la demande déposée par :

La structure MAIRIE DE LOCTUDY

Sise : Place des anciens combattants 29750 LOCTUDY

Après examen des pièces nécessaires à la constitution du dossier, le dossier est conforme aux critères définis par le cahier des charges arrêté le 25/03/2022.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**

La MAIRIE DE LOCTUDY est agréée « chantier à caractère éducatif »

**ARTICLE 2**

Cet agrément est accordé pour une durée de 12 mois à compter du 16/06/25. La structure s'engage à envoyer à la DDETS une demande de renouvellement à une date comprise entre le 16/04/26 et 16/05/26

### **ARTICLE 3**

Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Finistère.

### **ARTICLE 4**

La structure s'engage à déclarer chaque chantier, auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère, 15 jours avant son démarrage précisant les dates, lieux, nombres de jeunes et nature des missions.

### **ARTICLE 5**

La structure conclura un pacte d'engagement avec chaque jeune bénéficiaire, en utilisant notamment le formulaire type annexé à la demande d'agrément.

### **ARTICLE 6**

En cas de constat du non-respect du cahier des charges, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère pourra retirer le présent agrément.

Fait à Quimper, le 16/06/25

**Pour Le Directeur départemental,**

**Le Responsable de mission**

**SIGNÉ**

Jérémie MÉTAYER

**DÉCISION D'AGRÉMENT « CHANTIER A CARACTERE EDUCATIF »  
N° 2025-37 du 16/06/25**

**VU** les articles L. 242-1, L. 311-2 et L. 136-1- 1 du code de la sécurité sociale,

**VU** l'article L. 6342-3 du code du travail,

**VU** l'instruction du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville en date du 6 juillet 1994,

**VU** l'instruction du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 24 décembre 2021,

**VU** la demande déposée par :

La structure MAIRIE DE GARLAN

Sise : 2 place Yves Laviec 29610 GARLAN

Après examen des pièces nécessaires à la constitution du dossier, le dossier est conforme aux critères définis par le cahier des charges arrêté le 25/03/2022.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**

La MAIRIE DE GARLAN est agréée « chantier à caractère éducatif »

**ARTICLE 2**

Cet agrément est accordé pour une durée de 12 mois à compter du 16/06/25. La structure s'engage à envoyer à la DDETS une demande de renouvellement à une date comprise entre le 16/04/26 et 16/05/26

### **ARTICLE 3**

Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Finistère.

### **ARTICLE 4**

La structure s'engage à déclarer chaque chantier, auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère, 15 jours avant son démarrage précisant les dates, lieux, nombres de jeunes et nature des missions.

### **ARTICLE 5**

La structure conclura un pacte d'engagement avec chaque jeune bénéficiaire, en utilisant notamment le formulaire type annexé à la demande d'agrément.

### **ARTICLE 6**

En cas de constat du non-respect du cahier des charges, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère pourra retirer le présent agrément.

Fait à Quimper, le 16/06/25

**Pour Le Directeur départemental,**

**Le Responsable de mission**

**SIGNÉ**

Jérémie MÉTAYER

**DÉCISION D'AGRÈMENT « CHANTIER A CARACTERE EDUCATIF »  
N° 2025-38 du 16/06/25**

**VU** les articles L. 242-1, L. 311-2 et L. 136-1- 1 du code de la sécurité sociale,

**VU** l'article L. 6342-3 du code du travail,

**VU** l'instruction du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville en date du 6 juillet 1994,

**VU** l'instruction du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 24 décembre 2021,

**VU** la demande déposée par :

La structure MAIRIE DE LENNON

Sise : 25 place de l'église 29190 LENNON

Après examen des pièces nécessaires à la constitution du dossier, le dossier est conforme aux critères définis par le cahier des charges arrêté le 25/03/2022.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**

La MAIRIE DE LENNON est agréée « chantier à caractère éducatif »

**ARTICLE 2**

Cet agrément est accordé pour une durée de 12 mois à compter du 16/06/25. La structure s'engage à envoyer à la DDETS une demande de renouvellement à une date comprise entre le 16/04/26 et 16/05/26

### **ARTICLE 3**

Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Finistère.

### **ARTICLE 4**

La structure s'engage à déclarer chaque chantier, auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère, 15 jours avant son démarrage précisant les dates, lieux, nombres de jeunes et nature des missions.

### **ARTICLE 5**

La structure conclura un pacte d'engagement avec chaque jeune bénéficiaire, en utilisant notamment le formulaire type annexé à la demande d'agrément.

### **ARTICLE 6**

En cas de constat du non-respect du cahier des charges, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère pourra retirer le présent agrément.

Fait à Quimper, le 16/06/25

**Pour Le Directeur départemental,**

**Le Responsable de mission**

**SIGNÉ**

Jérémie MÉTAYER

**DÉCISION D'AGRÉMENT « CHANTIER A CARACTERE EDUCATIF »  
N° 2025-39 du 16/06/25**

**VU** les articles L. 242-1, L. 311-2 et L. 136-1- 1 du code de la sécurité sociale,

**VU** l'article L. 6342-3 du code du travail,

**VU** l'instruction du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville en date du 6 juillet 1994,

**VU** l'instruction du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 24 décembre 2021,

**VU** la demande déposée par :

La structure MAIRIE DE LANDERNEAU

Sise : 2 rue de la Tour d'Auvergne 29800 LANDERNEAU

Après examen des pièces nécessaires à la constitution du dossier, le dossier est conforme aux critères définis par le cahier des charges arrêté le 25/03/2022.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**

La MAIRIE DE LANDERNEAU est agréée « chantier à caractère éducatif »

**ARTICLE 2**

Cet agrément est accordé pour une durée de 12 mois à compter du 16/06/25. La structure s'engage à envoyer à la DDETS une demande de renouvellement à une date comprise entre le 16/04/26 et 16/05/26

### **ARTICLE 3**

Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Finistère.

### **ARTICLE 4**

La structure s'engage à déclarer chaque chantier, auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère, 15 jours avant son démarrage précisant les dates, lieux, nombres de jeunes et nature des missions.

### **ARTICLE 5**

La structure conclura un pacte d'engagement avec chaque jeune bénéficiaire, en utilisant notamment le formulaire type annexé à la demande d'agrément.

### **ARTICLE 6**

En cas de constat du non-respect du cahier des charges, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère pourra retirer le présent agrément.

Fait à Quimper, le 16/06/25

**Pour Le Directeur départemental,**

**Le Responsable de mission**

**SIGNÉ**

Jérémie MÉTAYER



**DÉCISION D'AGRÈMENT « CHANTIER A CARACTERE EDUCATIF »  
N° 2025-40 du 16/06/25**

**VU** les articles L. 242-1, L. 311-2 et L. 136-1- 1 du code de la sécurité sociale,

**VU** l'article L. 6342-3 du code du travail,

**VU** l'instruction du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville en date du 6 juillet 1994,

**VU** l'instruction du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 24 décembre 2021,

**VU** la demande déposée par :

La structure MAIRIE DE PLOGASTEL SAINT GERMAIN

Sise : 1 place de la mairie 29710 PLOGASTEL SAINT GERMAIN

Après examen des pièces nécessaires à la constitution du dossier, le dossier est conforme aux critères définis par le cahier des charges arrêté le 25/03/2022.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**

La MAIRIE DE PLOGASTEL SAINT GERMAIN est agréée « chantier à caractère éducatif »

**ARTICLE 2**

Cet agrément est accordé pour une durée de 12 mois à compter du 16/06/25. La structure s'engage à envoyer à la DDETS une demande de renouvellement à une date comprise entre le 16/04/26 et 16/05/26

### **ARTICLE 3**

Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Finistère.

### **ARTICLE 4**

La structure s'engage à déclarer chaque chantier, auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère, 15 jours avant son démarrage précisant les dates, lieux, nombres de jeunes et nature des missions.

### **ARTICLE 5**

La structure conclura un pacte d'engagement avec chaque jeune bénéficiaire, en utilisant notamment le formulaire type annexé à la demande d'agrément.

### **ARTICLE 6**

En cas de constat du non-respect du cahier des charges, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère pourra retirer le présent agrément.

Fait à Quimper, le 16/06/25

**Pour Le Directeur départemental,**

**Le Responsable de mission**

**SIGNÉ**

Jérémie MÉTAYER



**DÉCISION D'AGRÉMENT « CHANTIER A CARACTERE EDUCATIF »  
N° 2025-41 du 16/06/25**

**VU** les articles L. 242-1, L. 311-2 et L. 136-1- 1 du code de la sécurité sociale,

**VU** l'article L. 6342-3 du code du travail,

**VU** l'instruction du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville en date du 6 juillet 1994,

**VU** l'instruction du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 24 décembre 2021,

**VU** la demande déposée par :

La structure MAIRIE DU CONQUET

Sise : 25 rue lieutenant Jourden 29217 LE CONQUET

Après examen des pièces nécessaires à la constitution du dossier, le dossier est conforme aux critères définis par le cahier des charges arrêté le 25/03/2022.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**

La MAIRIE DU CONQUET est agréée « chantier à caractère éducatif »

**ARTICLE 2**

Cet agrément est accordé pour une durée de 12 mois à compter du 16/06/25. La structure s'engage à envoyer à la DDETS une demande de renouvellement à une date comprise entre le 16/04/26 et 16/05/26

### **ARTICLE 3**

Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Finistère.

### **ARTICLE 4**

La structure s'engage à déclarer chaque chantier, auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère, 15 jours avant son démarrage précisant les dates, lieux, nombres de jeunes et nature des missions.

### **ARTICLE 5**

La structure conclura un pacte d'engagement avec chaque jeune bénéficiaire, en utilisant notamment le formulaire type annexé à la demande d'agrément.

### **ARTICLE 6**

En cas de constat du non-respect du cahier des charges, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère pourra retirer le présent agrément.

Fait à Quimper, le 16/06/25

**Pour Le Directeur départemental,**

**Le Responsable de mission**

**SIGNÉ**

Jérémie MÉTAYER

**DÉCISION D'AGRÉMENT « CHANTIER A CARACTERE EDUCATIF »  
N° 2025-42 du 16/06/25**

**VU** les articles L. 242-1, L. 311-2 et L. 136-1- 1 du code de la sécurité sociale,

**VU** l'article L. 6342-3 du code du travail,

**VU** l'instruction du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville en date du 6 juillet 1994,

**VU** l'instruction du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 24 décembre 2021,

**VU** la demande déposée par :

La structure MAIRIE DE PLONEVEZ-PORZAY

Sise : 5 allée du stade 29550 PLONEVEZ-PORZAY

Après examen des pièces nécessaires à la constitution du dossier, le dossier est conforme aux critères définis par le cahier des charges arrêté le 25/03/2022.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**

La MAIRIE DE PLONEVEZ-PORZAY est agréée « chantier à caractère éducatif »

**ARTICLE 2**

Cet agrément est accordé pour une durée de 12 mois à compter du 16/06/25. La structure s'engage à envoyer à la DDETS une demande de renouvellement à une date comprise entre le 16/04/26 et 16/05/26

### **ARTICLE 3**

Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Finistère.

### **ARTICLE 4**

La structure s'engage à déclarer chaque chantier, auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère, 15 jours avant son démarrage précisant les dates, lieux, nombres de jeunes et nature des missions.

### **ARTICLE 5**

La structure conclura un pacte d'engagement avec chaque jeune bénéficiaire, en utilisant notamment le formulaire type annexé à la demande d'agrément.

### **ARTICLE 6**

En cas de constat du non-respect du cahier des charges, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère pourra retirer le présent agrément.

Fait à Quimper, le 16/06/25

**Pour Le Directeur départemental,**

**Le Responsable de mission**

**SIGNÉ**

Jérémie MÉTAYER

**DÉCISION D'AGRÉMENT « CHANTIER A CARACTERE EDUCATIF »  
N° 2025-31 du 16/06/25**

**VU** les articles L. 242-1, L. 311-2 et L. 136-1- 1 du code de la sécurité sociale,

**VU** l'article L. 6342-3 du code du travail,

**VU** l'instruction du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville en date du 6 juillet 1994,

**VU** l'instruction du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 24 décembre 2021,

**VU** la demande déposée par :

La structure MAIRIE DE BRIEC

Sise : 67 rue du Général de Gaulle 29510 BRIEC

Après examen des pièces nécessaires à la constitution du dossier, le dossier est conforme aux critères définis par le cahier des charges arrêté le 25/03/2022.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**

La MAIRIE DE BRIEC est agréée « chantier à caractère éducatif »

**ARTICLE 2**

Cet agrément est accordé pour une durée de 12 mois à compter du 16/06/25. La structure s'engage à envoyer à la DDETS une demande de renouvellement à une date comprise entre le 16/04/26 et 16/05/26



### **ARTICLE 3**

Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Finistère.

### **ARTICLE 4**

La structure s'engage à déclarer chaque chantier, auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère, 15 jours avant son démarrage précisant les dates, lieux, nombres de jeunes et nature des missions.

### **ARTICLE 5**

La structure conclura un pacte d'engagement avec chaque jeune bénéficiaire, en utilisant notamment le formulaire type annexé à la demande d'agrément.

### **ARTICLE 6**

En cas de constat du non-respect du cahier des charges, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère pourra retirer le présent agrément.

Fait à Quimper, le 16/06/25

**Pour Le Directeur départemental,**

**Le Responsable de mission**

**SIGNÉ**

Jérémie MÉTAYER

**DÉCISION D'AGRÉMENT « CHANTIER A CARACTERE EDUCATIF »  
N° 2025-32 du 16/06/25**

**VU** les articles L. 242-1, L. 311-2 et L. 136-1- 1 du code de la sécurité sociale,

**VU** l'article L. 6342-3 du code du travail,

**VU** l'instruction du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville en date du 6 juillet 1994,

**VU** l'instruction du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 24 décembre 2021,

**VU** la demande déposée par :

La structure MAIRIE DE CARHAIX

Sise : place de l'hôtel de ville 29270 CARHAIX

Après examen des pièces nécessaires à la constitution du dossier, le dossier est conforme aux critères définis par le cahier des charges arrêté le 25/03/2022.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**

La MAIRIE DE CARHAIX est agréée « chantier à caractère éducatif »

**ARTICLE 2**

Cet agrément est accordé pour une durée de 12 mois à compter du 16/06/25. La structure s'engage à envoyer à la DDETS une demande de renouvellement à une date comprise entre le 16/04/26 et 16/05/26

### **ARTICLE 3**

Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Finistère.

### **ARTICLE 4**

La structure s'engage à déclarer chaque chantier, auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère, 15 jours avant son démarrage précisant les dates, lieux, nombres de jeunes et nature des missions.

### **ARTICLE 5**

La structure conclura un pacte d'engagement avec chaque jeune bénéficiaire, en utilisant notamment le formulaire type annexé à la demande d'agrément.

### **ARTICLE 6**

En cas de constat du non-respect du cahier des charges, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère pourra retirer le présent agrément.

Fait à Quimper, le 16/06/25

**Pour Le Directeur départemental,**

**Le Responsable de mission**

**SIGNÉ**

Jérémie MÉTAYER

**DÉCISION D'AGRÉMENT « CHANTIER A CARACTERE EDUCATIF »  
N° 2025-33 du 16/06/25**

**VU** les articles L. 242-1, L. 311-2 et L. 136-1- 1 du code de la sécurité sociale,

**VU** l'article L. 6342-3 du code du travail,

**VU** l'instruction du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville en date du 6 juillet 1994,

**VU** l'instruction du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 24 décembre 2021,

**VU** la demande déposée par :

La structure MAIRIE DE COMBRIT

Sise : 8 rue Général de Gaulle 29120 COMBRIT

Après examen des pièces nécessaires à la constitution du dossier, le dossier est conforme aux critères définis par le cahier des charges arrêté le 25/03/2022.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**

La MAIRIE DE COMBRIT est agréée « chantier à caractère éducatif »

**ARTICLE 2**

Cet agrément est accordé pour une durée de 12 mois à compter du 16/06/25. La structure s'engage à envoyer à la DDETS une demande de renouvellement à une date comprise entre le 16/04/26 et 16/05/26

### **ARTICLE 3**

Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Finistère.

### **ARTICLE 4**

La structure s'engage à déclarer chaque chantier, auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère, 15 jours avant son démarrage précisant les dates, lieux, nombres de jeunes et nature des missions.

### **ARTICLE 5**

La structure conclura un pacte d'engagement avec chaque jeune bénéficiaire, en utilisant notamment le formulaire type annexé à la demande d'agrément.

### **ARTICLE 6**

En cas de constat du non-respect du cahier des charges, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère pourra retirer le présent agrément.

Fait à Quimper, le 16/06/25

**Pour Le Directeur départemental,**

**Le Responsable de mission**

**SIGNÉ**

Jérémie MÉTAYER

**DÉCISION D'AGRÉMENT « CHANTIER A CARACTERE EDUCATIF »  
N° 2025-34 du 16/06/25**

**VU** les articles L. 242-1, L. 311-2 et L. 136-1- 1 du code de la sécurité sociale,

**VU** l'article L. 6342-3 du code du travail,

**VU** l'instruction du ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville en date du 6 juillet 1994,

**VU** l'instruction du ministre délégué chargé des comptes publics en date du 24 décembre 2021,

**VU** la demande déposée par :

La structure MAIRIE DE SCAER

Sise : 2 place de la libération 29390 SCAER

Après examen des pièces nécessaires à la constitution du dossier, le dossier est conforme aux critères définis par le cahier des charges arrêté le 25/03/2022.

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1**

La MAIRIE DE SCAER est agréée « chantier à caractère éducatif »

**ARTICLE 2**

Cet agrément est accordé pour une durée de 12 mois à compter du 16/06/25. La structure s'engage à envoyer à la DDETS une demande de renouvellement à une date comprise entre le 16/04/26 et 16/05/26

### **ARTICLE 3**

Le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture du Finistère.

### **ARTICLE 4**

La structure s'engage à déclarer chaque chantier, auprès de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère, 15 jours avant son démarrage précisant les dates, lieux, nombres de jeunes et nature des missions.

### **ARTICLE 5**

La structure conclura un pacte d'engagement avec chaque jeune bénéficiaire, en utilisant notamment le formulaire type annexé à la demande d'agrément.

### **ARTICLE 6**

En cas de constat du non-respect du cahier des charges, le Directeur Départemental de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Finistère pourra retirer le présent agrément.

Fait à Quimper, le 16/06/25

**Pour Le Directeur départemental,**

**Le Responsable de mission**

**SIGNÉ**

Jérémie MÉTAYER

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT RESTRICTION TEMPORAIRE DES USAGES DU FEU  
ET ENCADREMENT DE CERTAINES ACTIVITÉS À RISQUE INCENDIE**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

**VU** le code forestier et notamment ses articles L.131-6 et suivants, R.131-2 et suivants et R.163-2 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2215-1 ;

**VU** le code pénal et notamment ses articles L.223-7 et L.322-5 à L.322-11-1 ;

**VU** le code de procédure pénale, notamment son article 22 ;

**VU** le code de la sécurité intérieure ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2014155-0001 du 4 juin 2014 portant réglementation en vue de prévenir les incendies de forêts et de landes dans le département du Finistère ;

**VU** le décret du 28 avril 2025 portant nomination du préfet du Finistère – M. LE FRANC Louis ;

**CONSIDÉRANT** les conditions météorologiques à compter du 18 juin 2025 caractérisées par un niveau élevé de sécheresse de la végétation morte ;

**CONSIDÉRANT** le risque non négligeable d'incendie de végétation dans le département du Finistère ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prévenir les dommages importants résultants de ces incendies de végétation ;

**SUR** proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> – Réglementation temporaire des usages du feu et activités à risque incendie**

Le présent arrêté limite temporairement les usages du feu et encadre certaines activités susceptibles d'occasionner des départs de feu au sein des zones considérées à risque d'incendie. Ces zones sont constituées des bois, forêts, landes et plantations ainsi que de tous les terrains qui en sont situés à moins de 200 mètres ainsi que des voies qui les traversent.

Le présent arrêté s'applique aux 42 communes listées à l'annexe 1 et cartographiées en annexe 2 .

Brûlage de végétaux sur pied : à l'exclusion des feux déclenchés par le service départemental d'incendie et de secours dans le cadre de la lutte contre les incendies, tout brûlage de végétaux sur pied est interdit.

Méchouis et feux de camps : les méchouis et feux de camps sont interdits.

Travaux agricoles et forestiers : les travaux agricoles et forestiers générateurs d'étincelles sont possibles sous condition de la présence d'une réserve d'eau (tonne à eau) à proximité.



## **ARTICLE 2 - Durée**

Le présent arrêté s'applique à compter de sa date de publication et jusqu'au 26 juin 2025 inclus.

## **ARTICLE 3 - Sanctions**

Toute infraction aux dispositions précitées sera punie des peines prévues par le code forestier et en particulier par son article R.163-2, et par le code pénal et en particulier ses articles L.223-7 et L.322-5 à L.322-11, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés.

## **ARTICLE 4 - Affichage**

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage dans les communes listées à l'annexe 1.

En outre, ces dispositions seront diffusées par voie de presse, de radio, ou par tout autre moyen approprié d'information du public.

## **ARTICLE 5 - Voies et délais de recours**

En cas de contestation de cette décision, peut être déposé dans un délai de deux mois à compter de la date de publication de cet arrêté au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Finistère :

- soit un recours gracieux auprès du Préfet, ou un recours hiérarchique adressé au Ministre concerné :

- l'absence de réponse du Ministre ou du Préfet dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au Tribunal administratif de Rennes dans les deux mois suivants
- le rejet explicite de ce recours peut également être déféré au Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois

- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

## **ARTICLE 6 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, les sous-préfets de Brest, de Châteaulin et de Morlaix, le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère, le directeur du service départemental d'incendie et de secours du Finistère, le colonel commandant le groupement de Gendarmerie du Finistère, le directeur départemental de la sécurité publique du Finistère, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, les maires des communes du Finistère sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Quimper, le 18 juin 2025

Le Préfet,  
Pour le préfet,  
La sous-préfète, directrice de cabinet,

*Original signé*

Camille DAGORNE

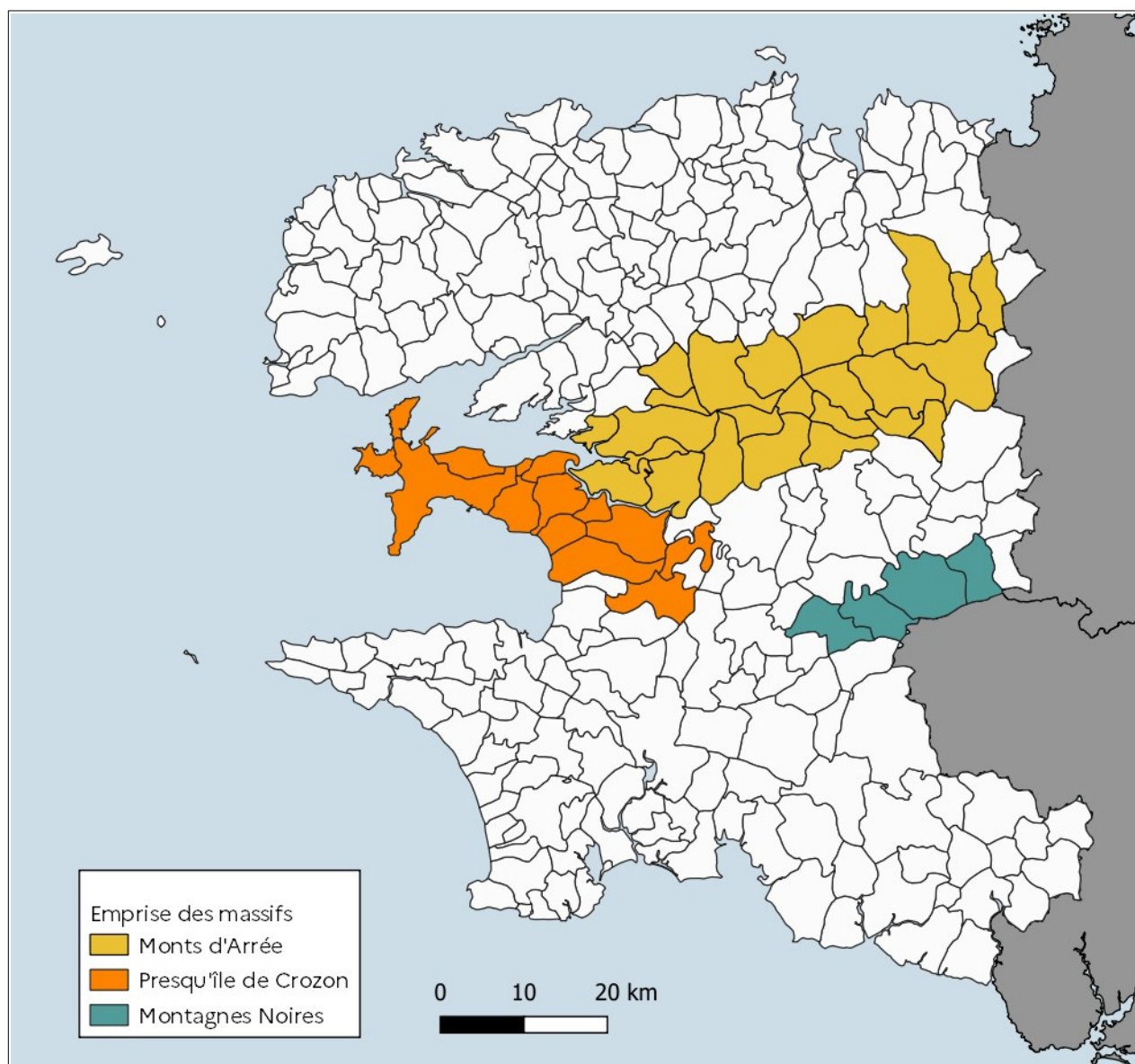
## ANNEXE 1

### Liste des communes concernées par l'application du présent arrêté

Argol  
Berrien  
Botmeur  
Botsorhel  
Brasparts  
Brennilis  
Camaret-sur-Mer  
Cast  
Châteaulin  
Commana  
Crozon  
Dinéault  
Hanvec  
Hôpital-Camfrout  
Huelgoat  
La Feuillée  
Landévennec  
Lannéanou  
Lanvéoc  
Laz  
Le Cloître-Saint-Thégonnec  
Le Faou  
Le Tréhou  
Lopérec  
Loqueffret  
Plomodiern  
Plougonven  
Plounéour-Ménez  
Pont-de-Buis-lès-Quimerch  
Poullaouen, sur l'emprise de la commune déléguée de Locmaria-Berrien  
Roscanvel  
Rosnoën  
Saint-Eloy  
Saint-Goazec  
Saint-Hernin  
Saint-Nic  
Saint-Rivoal  
Scrignac  
Sizun  
Spézet  
Telgruc-sur-Mer  
Trégarvan

## ANNEXE 2

Carte des communes concernées par l'application du présent arrêté





*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**Préfecture du Finistère**

# Convention de délégation de compétence d'attribution des aides publiques au logement 2025-2030

## **Convention de délégation de compétence de six ans, prise en application de L.5217-2 du Code Générale des Collectivités Territoriales**

### **La présente convention est établie entre**

**Brest métropole**, Établissement Public de Coopération Intercommunale dont le siège est situé 24 Rue Coat ar Gueven, CS 73826, 29238 Brest Cédex 2, compétente en matière de politique de l'habitat, amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre, représentée par Monsieur François CUILANDRE, Président de Brest métropole,

**et**

**l'Etat**, représenté par Monsieur le Préfet du Finistère,

**Vu** le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH), notamment l'article L. 301-5-1 et L. 435-1;

**Vu** le code général des impôts, notamment l'article 279-0 bis A ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;

**Vu** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi dite "MATPAM");

**Vu** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi dite "ALUR");

**Vu** le décret n°2016-901 du 1er juillet 2016 portant création du Fonds national des aides à la pierre,

**Vu** le courrier de Monsieur le Président de Brest métropole en date du 23 décembre 2024 sollicitant le renouvellement de la délégation de compétence pour l'attribution des aides publiques au logement ;

**Vu** le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) en Finistère approuvé le 8 février 2024 ;

**Vu** la délibération du Conseil de la métropole du 24 janvier 2014 adoptant le PLU Facteur 4 intégrant le Programme Local de l'Habitat,

**Vu** la demande de délégation de compétences prévue à l'article L. 5217-2 du CGCT pour les métropoles de droit commun en date du 11 mars 2024 ;

**Vu** la délibération du Conseil de la métropole du 28 mars 2025 autorisant la signature de la présente convention par le Président de Brest métropole;

**Vu** la circulaire du 12 juin 2019, du Premier ministre Edouard Philippe programmant la fin des délégations de type 2 en annonçant que les renouvellements ne se feraient qu'en type 3.

**Vu** le courrier en date du 18 juin 2024, du Préfet du Finistère confirmant la totale application de la circulaire de 2019, et donc l'obligation non compensée d'un passage en type 3 au plus tard au 1er janvier 2026 en cas de renouvellement.

**Vu** la loi de finances pour 2025 n° 2025-127 du 14 février 2025 ;

**Vu** la délibération du Conseil d'Administration de l'Anah du 11 décembre 2024 relative aux priorités d'intervention de l'Anah ;

**Vu** la délibération n° 2024-7 du conseil d'administration du fonds national des aides à la pierre (FNAP) du 12 décembre 2024 portant budget initial pour 2025 et décisions associées ;

## Table des matières

Objet et durée de la convention .....	5
TITRE I : Les objectifs de la convention .....	6
Article I-1 : Orientations générales .....	6
Article I-2 : Les objectifs quantitatifs et l'échéancier prévisionnels .....	10
Article I-3 : La garantie du droit au logement décent et indépendant et la gestion du contingent préfectoral .....	13
TITRE II : Modalités financières .....	16
Article II-1 : Moyens mis à la disposition du délégataire par l'Etat, via le FNAP, pour le parc public .....	16
Article II-2 : Moyens mis à la disposition du délégataire pour le parc privé .....	16
Article II-3 : Interventions propres du délégataire .....	16
Article II-4 : Mise à disposition des moyens : droits à engagement et crédits de paiement .....	21
Article II-5 : Comptes rendus de l'utilisation des crédits de paiement mis à la disposition du délégataire .....	22
Article II-6 : Gestion financière de la fin de convention .....	23
TITRE III : Avenants .....	25
Article III-1 : avenant annuel .....	25
Article III-2 : avenant de fin de gestion (cf. II-5-1-3) .....	25
Article III-3 : avenant modifiant le périmètre de la délégation de compétence .....	25
Article III-4 : Avenant de prorogation .....	25
Article III-5 : Avenant de clôture .....	26
TITRE IV – Conditions d'octroi des aides et d'adaptation des plafonds de ressources .....	27
Article IV-1 : Adaptation des conditions d'octroi des aides ( <i>optionnel</i> ) .....	27
Article IV-2 : Plafonds de ressources .....	28
Article IV-3 : Modalités d'attribution des aides et d'instruction des dossiers .....	28
TITRE V – Loyers et réservations de logements .....	29
Article V-1 : Conventions APL .....	29
Article V-3 : Réservations de logements au profit des personnes prioritaires .....	30
TITRE VI – Suivi, évaluation et observation .....	30
Article VI-1 : Modalités de suivi des décisions de financement .....	30
Article VI-2 : Suivi annuel de la convention .....	30
Article VI-3 : Dispositif d'observation .....	31
Article VI-4 : Politique de contrôle .....	31
Article VI-5 : Conditions de résiliation de la convention .....	32
Article VI-6 : Evaluation de la mise en œuvre de la convention .....	33
Article VI-7 Information du public .....	34
Article VI-8 Publication .....	34
ANNEXES .....	35

**Il a été convenu ce qui suit :**

### **Objet et durée de la convention**

L'Etat délègue à Brest métropole, pour une durée de 6 ans renouvelable, la compétence d'une part pour décider de l'attribution des aides publiques prévues à l'article L. 301-3 du CCH (au 1° du II de l'article L. 5217-2 du CGCT pour les métropoles de droit commun), à l'exception des aides distribuées par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) , en faveur de la construction, de l'acquisition, de la réhabilitation et de la démolition des logements locatifs sociaux et des logements-foyers, de la location-accession, de la rénovation de l'habitat privé, de la création de places d'hébergement, et d'autre part pour procéder à leur notification aux bénéficiaires. Cette délégation porte également par délégation de l'ANAH, l'attribution des aides en faveur de l'habitat privé et la signature des conventions mentionnées à l'article L. 321-4 du CCH (convention ANAH avec ou sans travaux). Ces compétences n°1, 2 et 3 sont exercées au nom et pour le compte de l'Etat.

Ces compétences n'intègrent pas la gestion de la veille sociale (article L. 345.2 du code de l'action sociale et des familles), de l'accueil, de l'hébergement (art.L.345-2-2 et L.345-2-3 du CASF) et de l'accompagnement des personnes sans domicile ou éprouvant des difficultés particulières d'accès au logement (...), ainsi que le financement des organismes et dispositifs qui y contribuent.

Cette délégation a pour objet la mise en œuvre du programme local de l'habitat (PLH) intégré au PLU Facteur 4 de Brest métropole, adopté par délibération du Conseil de la métropole du 20 janvier 2014 et la mise en œuvre des objectifs de la politique nationale en faveur du logement. A noter que la métropole vient de récemment amorcer la révision du PLU Facteur 4, l'entrée en vigueur est prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2028. La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et s'achève au 31 décembre 2030. Le délégataire reprend les engagements de l'Etat et de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) sur les opérations contractuelles en cours (OPAH RU avec un volet copropriété en difficulté, PIG).

La présente convention de délégation de compétences 2025-2030 prévoit le passage en délégation des aides à la pierre de « type 3 » (gestion des aides Anah et instruction de la programmation FNAP) le 1<sup>er</sup> janvier 2026. En effet, la circulaire du 12 juin 2019 du Premier ministre Edouard Philippe programmait la fin des délégations de type 2 en annonçant que les renouvellements ne se feraient qu'en type 3. Le Préfet du Finistère a confirmé par courrier en date du 18 juin 2024, l'application de la circulaire de 2019 en précisant que cette obligation s'appliquait au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2026. L'année 2025 se présente donc comme une période de transition, avec une dernière année d'instruction assurée par les services de l'Etat.



## **TITRE I : Les objectifs de la convention**

### **Article I-1 : Orientations générales**

La convention de délégation de compétences porte obligatoirement et de manière immédiate sur l'intégralité du territoire de l'EPCI, soit les 8 communes de Brest métropole (Brest, Bohars, Gouesnou, Guilers, Guipavas, Le Relecq-Kerhuon, Plougastel-Daoulas et Plouzané). En cas de modification du périmètre en cours de délégation, la convention de délégation doit être adaptée par voie d'avenant conformément aux articles II-7 et III.

L'OAP habitat actuelle, valant Programme Local de l'Habitat du Plu Facteur 4, a défini 4 orientations stratégiques, déclinées en programme d'actions :

#### **ORIENTATION 1 : MAINTENIR UN NIVEAU ELEVE DE PRODUCTION DE LOGEMENTS DANS L'AGGLOMERATION**

- Assurer une production moyenne de l'ordre de 1 300 logements/an répartie de manière équilibrée
- Privilégier le renouvellement de la ville sur la ville pour limiter l'étalement urbain
- Assurer la production de logements locatifs publics en adéquation avec les besoins, tout en respectant un équilibre des différents segments du marché
- Développer une politique foncière à la hauteur des ambitions exprimées

#### **ORIENTATION 2 : CONSTITUER UNE OFFRE COMPLETE ET ATTRACTIVE DE LOGEMENTS NEUFS**

- Proposer une alternative satisfaisante aux ménages les plus enclins à quitter l'agglomération
- Poursuivre la diversification de l'offre sociale publique pour mieux répondre aux caractéristiques des demandeurs
- Renforcer encore la solidarité à travers le logement et l'hébergement pour des publics spécifiques
- Développer l'offre d'habitat en faveur des personnes âgées
- Répondre aux besoins des personnes en situation de handicap
- Répondre aux besoins des gens du voyage
- Améliorer la réponse apportée aux jeunes travailleurs

#### **ORIENTATION 3 : RENOUVELER ET AMPLIFIER LA STRATEGIE D'INTERVENTION SUR LE PARC PRIVE EXISTANT**

- Améliorer la qualité résidentielle et environnementale du parc existant
- Renforcer les interventions sur le parc en copropriété
- Préserver la diversité sociale et générationnelle du parc privé existant

#### **ORIENTATION 4 : CONFORTER LA GOUVERNANCE AU SERVICE DE LA POLITIQUE LOCALE DE L'HABITAT**

- Améliorer l'efficacité de la Conférence Intercommunale de l'Habitat et de ses commissions opérationnelles
- Poursuivre l'association des habitants aux projets urbains et d'habitat
- Renforcer la qualité du partenariat public-privé avec les acteurs de l'aménagement
- Suivre, évaluer et observer pour aider à la décision

L'engagement de Brest métropole dans une politique locale de l'habitat volontariste, concernant tant le parc privé que le parc public et la politique sociale qui leur est associée s'est concrétisée depuis 1990 à travers les 5 programmes locaux de l'habitat intercommunaux successifs, jusqu'à son intégration au PLU Facteur en 2014. De nombreux partenariats l'unissent aux acteurs publics et privés de l'habitat, aux échelles locale et nationale. L'implication dans la requalification pérenne de l'habitat privé, et plus particulièrement des copropriétés dès 1992, et l'association des syndic professionnels et de l'ANAH à la mise en place d'outils techniques et financiers nouveaux et adaptés aux spécificités de ce parc et de son occupation a également de longue date nourri les réflexions nationales et fait évoluer les pratiques.

Il est important de noter que cette nouvelle convention s'écrit dans un contexte où la métropole démarre la mise en révision de son plan local d'urbanisme intercommunal, de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation Habitat, valant Programme Local de l'Habitat, de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation Mobilités, valant Plan de Mobilités et mène en parallèle la révision du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). Certaines actions et/ou objectifs pourront être amenés à évoluer en cours de convention, l'entrée en vigueur du nouveau document étant prévu pour le 1<sup>er</sup> janvier 2028.

**Le renouvellement de la délégation de compétence s'inscrit dans la continuité des précédentes conventions ; elle a pour objectif d'accompagner la mise en œuvre d'une politique locale aux objectifs qualitatifs et sociaux confirmés, en adéquation avec les cibles prioritaires de l'Etat et de l'Anah.**

En matière d'amélioration de l'habitat existant, les enjeux s'inscrivent dans la continuité de l'action en place dans la délégation précédente :

- Poursuivre la politique de soutien à la requalification du parc immobilier privé en ciblant notamment les ensembles en copropriété qui jouent un rôle important d'accueil et de maintien des populations sur le territoire, en locatif comme en accession ;
- Développer les actions de veille, de prévention et d'appui aux copropriétés permettant de traiter, le plus en amont possible, les difficultés avant que celles-ci ne deviennent des dysfonctionnements lourds et de renforcer, à ce titre, le partenariat avec l'ensemble des acteurs concernés conseils syndicaux, syndicats... ;
- Mettre en œuvre de véritables projets urbains pour conforter l'action sur le bâti dans les secteurs à enjeu comme Recouvrance, le Haut de Jaurès et Kérinou et les sites repérés dans la géographie prioritaire de la politique de la ville et du NPNRU ;
- Dynamiser la rénovation thermique du parc privé pour s'inscrire dans les objectifs définis par le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et les objectifs nationaux de transition énergétique en développant des actions spécifiques en direction des publics fragiles en situation de précarité énergétique et ciblant également la remise aux normes du parc de copropriétés privées ;
- Promouvoir la restructuration des logements existants pour adapter cette offre à une demande locative abordable et à une demande de logements de taille intermédiaire en centre-ville (accueil des familles) mais également pour répondre au besoin de logements de petite taille qui tend à émerger depuis la crise COVID ;
- Renforcer l'intégration des problématiques de santé et de sécurité dans le logement au sein des politiques publiques locales en poursuivant les partenariats avec les autorités compétentes en matière de police de l'habitat au niveau des communes du territoire et de la préfecture
- Poursuivre les interventions en matière d'adaptation des logements privés afin de favoriser le maintien à domicile des personnes âgées et le logement des personnes en situation de handicap dans la perspective des évolutions démographiques notamment en termes de vieillissement prévue ces prochaines années.

En 2025, cinq programmes opérationnels d'amélioration de l'habitat sont en cours sur le territoire dont un nouveau Pacte Territorial France Rénov' en cours de validation (voir annexes 5).

Concernant le logement public, Brest métropole, qui jusqu'à la précédente convention s'inscrivait dans un contexte d'amélioration de la satisfaction de la demande HLM, se voit comme l'ensemble du territoire, confronté à une forte évolution de la demande sur son

territoire. En 2017, la tension de la demande de logement social dans Brest métropole était de 1.6 (nombre de demandes pour une attribution – hors mutation). En 2023 elle atteint les 4.1. Pour rappel, si le taux de tension est supérieur à 4 sur trois années consécutives, le taux de logements sociaux à atteindre par commune pourrait passer à 25 %.

Après 2 périodes triennales d'exemption aux obligations de la loi SRU, périodes pendant lesquelles les communes déficitaires s'étaient engagées contractuellement avec la métropole à continuer de produire du logement locatif social au travers de conventions volontaires, le retour à l'application des obligations a amené les communes déficitaires en 2023 à conclure un premier Contrat de Mixité Sociale (CMS) pour la période triennale 2023-2025.

Au 1er juillet 2024 (données Imhoweb) on comptabilise 7 616 demandes en cours dont 4 949 demandes externes. Le délai moyen d'attente est de 17,6 mois en moyenne (14,5 pour les demandeurs externes et 23,3 pour les mutations) (12 mois en moyenne en 2023 avant une attribution (hors mutations) contre 6 mois ½ en 2018.

En 2017 après le constat de plusieurs années où le volume d'agréments était important et une bonne satisfaction de la demande par rapport aux attributions, il avait été validé que l'objectif par année passait à 250 agréments. 2017 et 2018 respectent cette orientation avec respectivement 243 (comprend 2 PLS classiques) et 257 agréments délivrés (comprend 67 PLS classiques mais ne comprend pas les 118 PLS spécifiques du projet des Papillons Blancs et les 2 PLS BMH, l'opération ayant été annulée) (PLUS et PLAI et PLS classique). Pour rappel la politique de la métropole consiste à n'accepter que des opérations les plus fiabilisées (La règle veut que les permis de construire soient obtenus dans l'année de la délivrance de l'agrément) afin de s'assurer que seules les plus abouties soient déposées en programmation.

En 2019, la forte chute du nombre d'agréments en logements locatifs familiaux peut s'expliquer par plusieurs raisons. La principale est l'impact de la réforme des APL et l'instauration de la réduction de loyer de solidarité (RLS). En revanche cette année-là la première résidence étudiante à vocation sociale vient compléter la programmation avec 115 agréments PLS (mise en service à l'été 2023). Le seul financement PLS de ces résidences permet difficilement une diversité des logements.

L'année 2020 suit cette même direction avec aussi les incertitudes liées à la crise sanitaire et les différents confinements.

En 2021 la programmation retrouve les objectifs fixés par l'OAP habitat de la métropole avec une part importante de logements en reconstitution de l'offre ANRU. Certaines opérations n'avaient pas pu être déposées en 2020.

En 2022, le volume très faible d'agrément s'explique par un report de l'opération rue Corot de Brest métropole habitat (87 logements). Il s'agit d'une résidence seniors soumise à une demande de dérogation compte-tenu de sa localisation dans le QPV de Pontanézen. Aux 85 agréments du premier tableau s'ajoutent 154 PLS pour une résidence étudiante portée par Bmh et 34 agréments en reconstitution de l'offre ANRU, ce qui augmente de manière très significative le nombre de logements, pour le faire quasiment tripler.

L'année 2023 est une année moyenne en termes d'agrément de logements purement familiaux, par contre si l'on ajoute les 244 et 142 logements destinés aux étudiants et jeunes travailleurs c'est une année très importante, notamment en termes de réponse aux besoins d'une population étudiante impactée par la crise du logement.

L'objectif social est poursuivi, avec le maintien d'une production de logements locatifs ordinaires aux loyers ne dépassant pas les plafonds APL (Objectifs du PLH à 50% de logements de type PLAIO au sein de la programmation HLM annuelle). Cette production se fait en priorité dans les communes soumises aux obligations de la loi SRU et en adéquation avec les caractéristiques de la demande sociale. S'ajoute à cela, la concrétisation de nouveaux projets de résidences sociales pour des publics les plus en difficultés, afin de développer et diversifier l'offre d'hébergement et de logements d'insertion de la Commission d'Accompagnement Social et d'Accès au Logement (CASAL). LA CASAL est une des commissions de la Conférence Intercommunale de l'Habitat, et constitue l'instance locale du PDALHPD mettant en œuvre le droit au logement dans le territoire de la métropole. L'ensemble de ses actions se traduit aujourd'hui par la mobilisation de 2 000 solutions d'hébergements ou de logements à destination des ménages quelque soient leurs difficultés (sociales, médicales, psychiques,). La mobilisation et le développement de ce parc

dédié n'est néanmoins plus en mesure d'absorber le volume des demandes, ce qui se traduit par des temps d'attente de plus en plus longs (à l'instar de la demande de logement social) et par une augmentation continue des saisines DALO et DAHO (15 recours en 2018 contre 112 en 2023).

La volonté de diversifier les réponses sociales aux difficultés rencontrées par les ménages en grandes difficultés a également amené Brest métropole à renforcer au fil des ans sa politique de lutte contre l'habitat indigne : intégration de outils spécialisés de Résorption de l'Habitat Indigne et de restauration immobilière (RHI-THIRORI) au sein des l'OPAH-RU depuis 2005, création d'une cellule de lutte contre l'habitat indigne et la précarité indigne dès 2011 à l'échelle du territoire métropolitain diffus (LHIPE) et mise en place en 2024 au sein du service des interventions sur l'habitat privé d'une unité spécialisée en appui des communes pour lutter contre le mal logement.

Dans les points importants des dernières années, la métropole a installé sa Conférence Intercommunale du Logement (CIL) conformément à la loi égalité et citoyenneté du 27 janvier 2017. Cette instance installée en 2017 est co-présidée par Brest métropole et la préfecture du Finistère. Elle constitue une des commissions opérationnelles de la Conférence intercommunale de l'Habitat. Colonne vertébrale des politiques de peuplement, elle définit les stratégies des établissements publics de coopération intercommunale en matière d'attribution de logements locatifs HLM et leur territorialisation. Elle élabore un document-cadre définissant les orientations de la politique intercommunale des attributions et une convention intercommunale d'attribution déclinant les engagements de chacun des membres et les actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés. Ces documents ont été adoptés en CIL du 15 mars 2018. Elle se réunit au moins une fois par an pour présenter notamment le bilan des attributions N-1 et l'évolution de la demande.

En 2023, dans le cadre des objectifs de rattrapage triennaux 2023-2025, une démarche partenariale s'est traduite par la mise en place d'un contrat de mixité sociale (CMS). Les communes de Bohars et Guilers ont un objectif dérogatoire de 15% pour le triennal en cours (communes « entrantes »).

Le CMS constitue un cadre d'engagement de moyens permettant aux communes concernées d'atteindre les objectifs fixés de production de logements locatifs publics. Il détermine pour la période triennale qu'il couvre, et pour chacune des communes signataires, les objectifs de réalisations de logements locatifs sociaux à atteindre ainsi que les engagements pris, notamment en matière d'action foncière, d'urbanisme, de programmation et de financements des logements.

A Brest métropole, l'ensemble des communes déficitaires a fait le choix de s'engager au sein d'un contrat de mixité sociale formalisé à l'échelle intercommunale, sans mutualisation des objectifs. Seule la commune de Plougastel-Daoulas a sollicité et bénéficié d'un abaissement de ses objectifs de rattrapage.

Les taux de rattrapage des communes signataires du présent contrat de mixité sociale se déclinent comme suit :

- Bohars : 15% du nombre de logements sociaux manquants (car commune « entrante »), soit 24 logements sociaux à réaliser sur la période triennale 2023- 2025.
- Gouesnou : 50 % du nombre de logements sociaux manquants, soit 52 logements sociaux à réaliser sur la période triennale 2023- 2025.
- Guilers : 15% du nombre de logements sociaux manquants (car commune « entrante »), soit 15 logements sociaux à réaliser sur la période triennale 2023- 2025.
- Guipavas : 33% du nombre de logements sociaux manquants, soit 137 logements sociaux à réaliser sur la période triennale 2023- 2025.
- Le Relecq-Kerhuon : 100 % du nombre de logements sociaux manquants, soit 57 logements sociaux à réaliser sur la période triennale 2023- 2025.
- Plougastel-Daoulas : objectif abaissant à 25 %, soit 102 logements sociaux à réaliser sur la période triennale 2023- 2025.
- Plouzané : 50% du nombre de logements sociaux manquants, soit 67 logements sociaux à réaliser sur la période triennale 2023- 2025.

Considérant les opérations en cours de réalisation, celles agréées en 2023 et la programmation prévisionnelle de 2024, l'ensemble des communes serait en capacité de tendre vers les objectifs

fixés que ce soit quantitativement mais aussi qualitativement avec une répartition équilibrée entre les différents produits de logements locatifs sociaux (30 % minimum de PLAI et 30 % maximum de PLS).

### **Article I-2 : Les objectifs quantitatifs et l'échéancier prévisionnels**

Les moyens financiers mentionnés au titre II de la présente convention ont pour objet la mise en œuvre du programme local de l'habitat et notamment la réalisation des objectifs prévisionnels suivants :

#### **I-2-1 : Le développement et la diversification de l'offre de logements sociaux, intermédiaires, et en accession sociale**

Il est prévu :

a) A titre prioritaire, **la réalisation d'un objectif global entre 1500 et 1800 logements locatifs sociaux**, conformément au programme d'actions du PLH et en cohérence avec les orientations fixées par le FNAP, dont :

- entre **500 et 600** logements PLAI (prêt locatif aidé d'intégration) soit 50 % des logements locatifs sociaux hors PLS et dont, à titre indicatif, 25 % au titre de l'acquisition amélioration, et 4 % de la programmation annuelle (par bailleur) sera dédiée à du financement PLAIA
- entre **500 et 600** logements PLUS (prêt locatif à usage social) dont, à titre indicatif, 25 % au titre de l'acquisition amélioration ;
- entre **500 et 600** logements PLS (prêt locatif social – résidences étudiantes incluses) [dont, à titre indicatif, 25 % au titre de l'acquisition amélioration. La programmation PLS devra être limitée à 30 % maximum de la production de chacune des communes (hors résidence étudiante).

Pour 2025 plus précisément, année de la signature de la présente convention, les besoins exprimés en début d'année pour Brest métropole sont de :

- 94 logements PLAI (prêt locatif aidé d'intégration) dont 2 PLAIA dédiés à une opération d'habitat pour les gens du voyage et 5 PLAIA complémentaires hors RO ANRU dans l'opération de reconstitution de l'offre de la barre Maissin à Brest ;
- 331 logements PLUS (prêt locatif à usage social) dont 243 logements en résidence universitaire dans le cadre de l'AMI PLUS de l'Etat si les deux opérations sont retenues ;
- 296 logements PLS (prêt locatif social) dont 80 PLS en résidence étudiante.

Pour 2025, année de la signature de la présente convention, les objectifs de la dotation définitive attribuée seront fixés après avis du CRHH de Bretagne du 18 Mars 2025.

La programmation prévisionnelle comprend la création de :

- 7 logements très sociaux bénéficiant de la subvention PLAI adapté visée à l'article R. 331-25-1 du CCH
- 3 Résidences universitaires pour 323 logements bénéficiant de l'autorisation spécifique prévue au deuxième alinéa de l'article L. 631-12 du CCH ;

L'annexe 5 à la convention précise les quatre volets relatifs aux structures collectives de logement et d'hébergement : pensions de famille ou résidences sociales, foyers de travailleurs migrants, structures d'hébergement, et logement-foyers pour personnes âgées et handicapées.

b) La démolition de 0 logements locatifs sociaux telle que prévue dans les plans stratégiques de patrimoine issus des conventions d'utilité sociale 2020-2025 des bailleurs pour le patrimoine situé sur le territoire concerné par la délégation de compétences. Le cas échéant, ces objectifs intègrent les démolitions prévues par les plans de redressement des organismes en difficulté. Seules les démolitions répondant aux critères définis annuellement par le FNAP font l'objet d'un financement dans le cadre de la présente convention. A ce jour les démolitions sont uniquement subventionnées sur les territoires B2 (communes de Guilers de Bohars).



C) La réhabilitation d'environ 1 500 logements locatifs sociaux, 1 500 logements par mobilisation de prêts HLM (dont éco-prêts logements sociaux, de prêt à l'amélioration et de prêt anti-amiante ...) pour le patrimoine situé sur le territoire concerné par la délégation de compétence, d'après les échanges avec les bailleurs et sur la base de l'information inscrite dans les conventions d'utilité sociale (CUS) et communiquée par l'Etat. Le cas échéant, ces objectifs intègrent les réhabilitations prévues par les plans de redressement des organismes en difficulté. Seules les réhabilitations répondant aux critères définis annuellement par le FNAP font l'objet d'un financement dans le cadre de la présente convention.

Pour 2025, l'objectif de réhabilitation, dont le financement est prévu, est de 271 logements. Le cahier des charges 2025 n'est pas encore connu pour les logements en rénovation thermique simple et les logements en restructuration lourde. A la date de signature de la convention, l'objectif relatif à la réhabilitation n'est pas connu et serait défini au regard d'un potentiel Appel à projet à intervenir en 2025.

d) La réalisation d'un objectif global de 400 logements PSLA (prêt social de location-accession) dont 137 pour 2025. En complément de cette offre en PSLA, des projets en BRS sont en cours de montage.

e) les subventions en faveur de la maîtrise d'ouvrage d'utilité sociale (MOUS) pour des actions permettant le développement de l'offre locative sociale et favorisant les parcours de l'hébergement vers le logement, dans les conditions définies par les orientations nationales et dans la limite de 1,5 % du montant affecté au logement locatif social sur la durée de la convention.

Ces objectifs ne comprennent pas les logements prévus par les conventions de renouvellement urbain de l'ANRU qui sont rappelés en annexe 6.

Les opérations dans le cadre du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés et dont la liste figure en annexe 4 concourent à la mise en œuvre de ces objectifs.

### **I-2-2 : La réhabilitation du parc privé ancien et la requalification des copropriétés**

Sur la base des objectifs figurant au programme d'actions du PLH, il est prévu la réhabilitation d'environ **3 490** logements privés en tenant compte des orientations et des objectifs de l'Agence nationale de l'habitat et conformément à son régime des aides, ainsi répartis par type de bénéficiaire :

- 2100 logements de propriétaires occupants
- 165 logements de propriétaires bailleurs
- 1225 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires

La déclinaison annuelle de ces objectifs et le tableau de bord de suivi de la convention sont indiqués en annexe 1.

L'ensemble des dispositifs opérationnels, en cours ou projetés et dont la liste figure en annexe 4, concourent à la mise en œuvre de ces objectifs.

Le délégataire reprend les engagements de l'Etat et de l'Anah sur les opérations contractuelles en cours (OPAH, PIG...).

Ces objectifs sont repris par la convention conclue entre le délégataire et l'Anah en application de l'article L. 321-1-1 du CCH.

Dans le cadre de cet objectif global, sont projetés sans double compte :

a) le traitement de 2 100 logements occupés par leurs propriétaires, comprenant les logements au titre de la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé, au titre de la lutte contre la précarité énergétique et au titre de l'autonomie,

b) le traitement de 165 logements de propriétaires bailleurs, comprenant les logements au titre de la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé,

c) le traitement de 325 logements situés dans des copropriétés en difficulté, dans le cadre d'aides au syndicat de copropriétaires, au titre de la lutte contre l'habitat indigne et très dégradé,

d) objectif particulier: le traitement de 300 logements situés dans des copropriétés fragiles, et 600 logements situés dans des copropriétés saines (autres copropriétés), dans le cadre d'aides au syndicat de copropriétaires, au titre de la lutte contre la précarité énergétique.

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le régime des aides de l'Anah).

La déclinaison annuelle de ces objectifs et le tableau de bord de suivi de la convention sont indiqués en annexe 1.

L'ensemble des dispositifs opérationnels <sup>6</sup> les opérations dans le cadre du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés, les contrats locaux d'engagement contre la précarité énergétique (mise en œuvre du Fonds d'aide à la rénovation thermique des logements privés (FART)), en cours ou projetés et dont la liste figure en annexe 2, concourent à la mise en œuvre de ces objectifs.

Le délégataire reprend les engagements de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) sur les opérations contractuelles en cours (OPAH RU avec un volet copropriété en difficulté, PIG)

Ces objectifs précis sont repris par la convention conclue entre le délégataire et l'Anah en vertu application de l'article L. 321-1-1 du CCH.

### **I-2-3 : Répartition géographique et échéancier prévisionnel**

Les objectifs d'interventions prévus ci-dessus sont déclinés en annexe 1 par commune et, le cas échéant, par secteur géographique, conformément au programme d'actions du PLH actuellement en vigueur, avec leur échéancier prévisionnel de réalisation.

La métropole vient de lancer la révision de son PLUi valant PLH. La convention verra donc en cours de période de possibles évolutions, le calendrier prévisionnel prévoit que les documents seront en vigueur début 2028. La trajectoire de décarbonation globale et donc les conséquences sur celle du parc existant pourraient modifier de manière conséquente les objectifs à partir de 2028.

Deux tableaux sont insérés en annexe 1 de la présente convention.

Le premier, intitulé « objectifs de réalisation de la convention, parc public et parc privé et tableau de bord » synthétise les objectifs de réalisation et les besoins en droits à engagement. Il fait office d'échéancier de réalisation. Il sera mis à jour annuellement et joint au bilan mentionné à l'article II.3.

Il permet d'adapter au mieux l'enveloppe des moyens mis à disposition du délégataire par l'Etat, via le fonds national des aides à la pierre (FNAP) et l'Anah, précisée dans l'avenant annuel visé à l'article II.3. Ce tableau sera soumis pour rempli sur la base de l'avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement pour la répartition infra régionale des objectifs logements dans le parc public et privé pour l'année suivante.

Le second tableau, intitulé « objectifs de réalisation de la convention, parc public et parc privé, déclinés par communes ou secteurs géographiques », comporte les informations suivantes pour le parc public, la déclinaison des objectifs par commune ou secteur géographique et par type de logements financés tel que figurant dans le programme d'actions du PLH. Pour les communes soumises aux dispositions des articles L.302.5 et suivants du CCH, le tableau de bord mentionne les objectifs triennaux de la période en cours et de la période triennale à venir (projections). Pour le parc privé, il décline les objectifs par secteurs géographiques adaptés tel que figurant dans le programme d'actions du PLH.

Dans le cadre du PLH, le nombre et l'échéancier de réalisation des logements sociaux pour chaque commune concernée par les dispositions des articles L.302-5 et suivants du CCH (article 55 de la loi SRU) sont rappelés ci-dessous pour la période triennale en cours et pour les périodes triennales à venir (projection).

Périmètre	Nombre de logements locatifs sociaux au 1/1/2023 (Inventaire SRU)	Nombre de résidences principales (source DGFIP 2023)	Taux de logements locatifs sociaux	Taux de rattrapage SRU (légal avant CMS)	Objectifs 2023-2025 de rattrapage SRU	Taux de rattrapage retenu CMS	Objectifs de rattrapage 2023-2025 retenu CMS
Bohars	141	1 413	9,98%	15%	24	15%	24
Brest	19028	73 044	26,05%	/	/	/	/
Guilers	580	3 380	17,16%	15%	15	15%	15
Guipavas	909	6 601	13,77%	33%	137	33%	137
Gouesnou	441	2 715	16,24%	50%	52	50%	52
Le Relecq-Kerhuon	1 103	5 308	20,78%	100%	57	100%	57
Plougastel-Daoulas	786	5 973	13,16%	33%	135	25%	102
Plouzané	980	5 563	17,62%	50%	67	50%	67

### **Article I-3 : La garantie du droit au logement décent et indépendant et la gestion du contingent préfectoral**

Le représentant de l'Etat en mesure d'opportunité et de l'intérêt stratégique que représente la mise en œuvre d'une politique du logement volontariste à l'échelon du territoire de Brest métropole et sur la base de la délégation de la garantie du droit à un logement décent et indépendant et la gestion du contingent préfectoral entre 2018 et 2023, s'arrogera le droit, en concertation avec Brest métropole, d'étudier les conditions et le cadre d'une nouvelle délégation de cette compétence.

#### **I-3-1 : Convention de réservation de logements**

Pour chaque bailleur social ayant du patrimoine dans Brest Métropole, le contingent préfectoral est identifié par une convention de réservation signée par le représentant légal de l'organisme et par le représentant de l'Etat dans le Département.

Ces conventions déterminent, pour chaque organisme, le volume global réservé (parc de référence) et le volume annuel réservé au titre du contingent sur le territoire de Brest Métropole.

Ces conventions se font en concertation avec les services de l'Etat (DDETS) dans le cadre des conventions portant sur l'exercice du droit de réservation du préfet (articles L 441-1 et R 441-5). Chaque année, un avenant à ces conventions devra être pris pour actualiser les données chiffrées.



### **I-3-2 : Les publics éligibles**

Les logements du parc locatif social mis à disposition du préfet s'adressent aux personnes ou ménages cumulant des difficultés financières et/ou sociales rendant difficile leur accès ou leur maintien dans un logement ordinaire. Les publics éligibles aux logements réservés au titre du contingent sont les personnes bénéficiant d'une décision favorable mentionnée à l'article L441-2-3 et celles visées à l'article L 441-1 du CCH.

Le public visé par l'exercice du droit de réservation est par ordre de priorité :

#### **Groupe 1**

- les publics bénéficiant d'une décision favorable mentionnée à l'article L441-2-3 (DALO)
- les réfugiés et les bénéficiaires de la protection subsidiaire hébergés dans l'un des dispositifs dédiés aux demandeurs d'asile et aux migrants et ceux orientés par le national puis adressés par le préfet de département.
- Les personnes victimes de violence de familiale ou d'agression sexuelle (depuis 2023).

#### **Groupe 2**

- les personnes hébergées ou logées temporairement dans un établissement ou un logement de transition, prêtes à occuper un logement autonome à l'exception des personnes citées dans le groupe 1.
- les menacés d'expulsion sans relogement
- les dépourvus de logement (à la rue, hôtel, logement de fortune)
- les personnes mariées, vivant maritalement ou liées par un PACS justifiant de violences au sein du couple ou entre les partenaires et personnes menacées de mariage forcé.
- les personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle
- les personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme

#### **Groupe 3 - Les autres publics prioritaires listés à l'article L 441-1 du CCH :**

- les personnes en situation de handicap ou famille ayant à leur charge une personne en situation de handicap
- les personnes sortant d'un appartement de coordination thérapeutique
- les personnes mal logées ou défavorisées et personnes rencontrant des difficultés particulières de logement pour des raisons d'ordre financier ou tenant à leurs conditions d'existence ou confrontées à un cumul de difficultés financières et de difficultés d'insertion sociale
- les personnes reprenant une activité après une période de chômage de longue durée (plus de 12 mois)
- les personnes exposées à des situations d'habitat indigne
- les personnes ayant à leur charge un enfant mineur et logées dans des locaux manifestement sur-occupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent
- les personnes qui sont hébergées par des tiers

Les personnes dont la demande de logement social est en délais dépassés (+ de 24 mois dans le département).

Une attention particulière sera portée aux ménages, qui remplissent les conditions réglementaires d'accès au parc social et qui relèvent des publics éligibles cités supra, signalés par les services de l'État (Préfecture, DDETS, DDTM).

### **I-3-3 : Évaluation annuelle**

Les services de l'Etat (DDETS) effectuent une évaluation annuelle de la mobilisation du contingent préfectoral en mesurant l'état de mobilisation et en examinant les demandes du public éligible cité supra ou en délai dépassé. L'évaluation doit également permettre de vérifier l'atteinte des objectifs quantitatifs et qualitatifs par public pour chacun des bailleurs signataires d'une convention de réservation.

Ainsi, les services de l'Etat tiennent un relevé des attributions proposées et des suites, favorables ou non, qui y seront données. Les services de l'Etat communiqueront une analyse chiffrée concernant les demandes et attributions ventilées suivant une grille par type de public, bailleur et communes de l'agglomération.

## **TITRE II : Modalités financières**

### **Article II-1 : Moyens mis à la disposition du délégataire par l'Etat, via le FNAP, pour le parc public**

Dans la limite des dotations validées en conseil d'administration du FNAP, les dotations allouées au délégataire, pour la durée de la convention et pour sa mise en œuvre, seront déterminées après le CRHH plénier du 18 mars 2025. Le montant prévisionnel de droits à engagement pour la réalisation des objectifs visés à l'article I-2 sera connu à ce moment-là.

**Ces droits à engagement correspondant aux objectifs fixés au titre I sont estimés en fonction des conditions de financement en vigueur à la date de signature de la présente convention.**

**Pour 2025**, année de la signature, l'enveloppe prévisionnelle de droits à engagements sera fixée lors du CRHH plénier du 18 mars 2025 et sera précisée dans l'avenant n°1 de début d'année.

Les parties peuvent réviser le montant prévisionnel des droits à engagements selon les modalités de l'article II-5-1-3.

### **Article II-2 : Moyens mis à la disposition du délégataire pour le parc privé**

Le montant prévisionnel des droits à engagement alloué au délégataire, dans la limite des dotations ouvertes annuellement au budget de l'Anah, incluant les aides aux propriétaires et les subventions éventuelles pour l'ingénierie de programme, est de **88 319 6860 euros pour la durée de la convention**.

**Pour 2025**, année de signature de la convention, l'enveloppe prévisionnelle de droits à engagements est de **11 614 435 €**. La dotation initiale allouée sera fixée lors du CRHH plénier du 18 mars 2025 et sera précisée dans l'avenant n°1 de début d'année.

Les parties peuvent réviser le montant prévisionnel des droits à engagements selon les modalités de l'article II-5-1-3.

Outre ces droits à engagement de l'Anah, les travaux bénéficient d'aide de l'Etat (TVA à taux réduit) dont le détail apparaît en annexe 5.

### **Article II-3 : Interventions propres du délégataire**

#### **II-3-1 Interventions financières du délégataire**

Le délégataire pendant la période de la convention consacrera sur ses ressources propres un montant global prévisionnel de 13 800 000 € aux objectifs définis à l'article I-2 et déclinés à l'annexe 1.

Pour la première année, le montant des crédits que celui-ci affecte sur son propre budget à la réalisation des objectifs de la convention s'élève à 800 000 € pour le logement locatif social et 1 500 000 € pour l'habitat privé (ingénierie + subventions aux particuliers).

Les montants des reversements des prélèvements SRU perçus par l'EPCI en application de l'article L.302-7 s'élève à 525 037 euros dont 288 835 euros perçus en 2024. Ces ressources doivent être affectées à des opérations en faveur du logement social.

Un compte-rendu détaillé d'utilisation de ces fonds doit être inscrit dans l'annexe 1 TER.

## **II-3-2 Actions foncières**

Sur la base de stratégies foncières préalablement définies notamment au niveau du PLUi-H, le délégataire encouragera toutes actions foncières permettant la réalisation des objectifs énoncés à l'article I-2 en intégrant les actions prévues dans le PLH.

- Renforcer la gouvernance de la stratégie foncière

La gouvernance de la stratégie foncière se structure de façon transversale avec un pilotage assuré par le service foncier.

Parmi les instances qui assurent le suivi des objectifs entre les différents services de la métropole, entre les communes et avec les partenaires intervenants à un stade amont ou opérationnel on retrouve :

- La tenue depuis 2014 d'un comité de programmation foncière, instance technique chargée de recenser, d'anticiper, de programmer et de prioriser l'ensemble des commandes foncières des directions des 2 collectivités (Brest métropole et la Ville de Brest). Le comité permet également de partager les enjeux de stratégie foncière avec les directions commanditaires.
  - La mise en place, en 2014 également, de la coordination technique de mise en œuvre du projet urbain, lieu de mise en cohérence de l'ensemble des actions qui concourent à la mise en œuvre du projet urbain, ainsi que d'élaboration collective de propositions en direction du comité de pilotage et du comité opérationnel du projet stratégique urbain.
  - La mise en œuvre d'un Comité de suivi des Réserves Foncières gérées par la métropole et la Ville de Brest, afin de valoriser les fonciers bâtis et non bâtis, et de permettre d'échanger de manière transversale avec les compétences concernées : Aménagement, Habitat, Développement Economique... sur le devenir et de repérer les sites mutables, en fonction des projets urbains.
  - La poursuite de la mise en œuvre articulée d'un réseau en matière de stratégie foncière entre Brest métropole, les communes, les opérateurs de Brest métropole (Eau du Ponant, BMA, BMH, SEMPI), et les partenaires (Défense, Pôle d'Evaluation Domaniale, EPF, Pole métropolitain...).
  - La redéfinition d'une stratégie efficiente de gestion des réserves foncières existantes et suivi de la programmation de leurs cessions. A été validé le principe de permettre la réalisation d'opérations en renouvellement urbain dans le respect des objectifs du PLU facteur 4 et notamment de son OAP Habitat et des enjeux d'aménagement propres à chaque secteur, tout en percevant des recettes de cessions en lien avec l'équilibre financier des opérations et avec leurs possibilités de commercialisation effective.
  - La redéfinition en 2017-2018 (délibération de mai 2018) de charges foncières métropolitaines pour le logement locatif social sont applicables à toutes les ventes de foncier public (collectivités, ZAC) à des organismes HLM ainsi qu'à leurs acquisitions directes de foncier privé. Dans la détermination des montants, il y a un double de sécuriser financièrement les opérations de logement social et de partager l'effort financier entre l'organisme HLM et la collectivité ou le concessionnaire.
  - La mise en place en 2016 d'un Observatoire foncier du Pays de Brest (ADEUPa de Brest)
  - La poursuite du partage des enjeux et des modes d'intervention avec les professionnels concernés (via la commission de développement et de diversification de l'offre d'habitat et des ateliers thématiques).
- Mener une politique de maîtrise foncière à double entrée : dans les secteurs d'urbanisation future et en renouvellement urbain

Cette politique de maîtrise foncière est mise en œuvre par la mobilisation des outils techniques tels que les zones d'aménagement différé (ZAD), la déclaration d'utilité publique dite « réserve foncière », le droit de préemption urbain (y compris le droit de préemption urbain renforcé) ... La ZAD est un outil adapté pour constituer une réserve foncière sur le long terme, en vue de la

réalisation d'un projet global d'aménagement, ou pour lutter contre la spéculation foncière (le prix de vente est gelé à la date de création de la ZAD). Elle permet d'instituer un droit de préemption pour une durée de 14 ans, période durant laquelle le foncier constructible et non constructible peut-être préservé, en attente du projet d'intérêt général.

A l'échelon intercommunal et communal, il s'agit de constituer des réserves foncières à long terme par une politique d'acquisition à des coûts maîtrisés directement par les collectivités (communes, Brest métropole) ou par l'intervention de tiers (convention Foncier de Bretagne, Brest métropole habitat, aménageurs, ...). Cela suppose d'organiser une stratégie d'ouverture à l'urbanisation en hiérarchisant, dans les prochaines années, les zones par ordre de sortie.

Les zones 2AU constituent des réserves d'urbanisation et potentiellement des réserves foncières, avec des prix du foncier brut contenus, du fait notamment de la mutualisation des études et des équipements primaires à l'échelle de l'ensemble de la zone à urbaniser.

- Poursuivre le partenariat avec l'EPF Bretagne au bénéfice de cibles nouvelles via la convention cadre 2022-2025 :

L'EPF Bretagne a pour priorité d'intervenir en soutien à la production de logements, et notamment de logements sociaux, dans les conditions fixées par son Programme Pluriannuel d'Intervention 2021-2025. Il accompagne les collectivités en apportant son ingénierie sur les problématiques foncières de renouvellement urbain et peut cofinancer des études qui intègrent un volet foncier, des approches de type référentiel foncier ou des études pré-opérationnelles. Son rôle principal est de réaliser le portage foncier (acquisitions, déconstruction, réhabilitation des sols) d'opérations en renouvellement urbain. Pour mener ces actions, il conclut des conventions spécifiques avec les collectivités. Celles-ci s'engagent ainsi sur des objectifs programmatiques et temporels qui justifient les moyens apportés par l'EPF.

L'EPF apporte une aide financière aux collectivités sur les opérations complexes dont le bilan foncier est déficitaire, en « minorant » le coût du foncier lorsqu'il le cède en fin de portage.

Sur les opérations de production de logements sociaux, l'intérêt de l'intervention de l'EPF est de prendre en charge le volet foncier en amont permettant de simplifier et « dé-risquer » l'intervention des bailleurs sociaux en aval. La durée de portage de 7 ans permet de programmer la sortie des opérations sans peser sur la trésorerie des collectivités, facilitant ainsi la réalisation d'une production globale, cohérente et maîtrisée.

La convention cadre prévoit ainsi :

1/ des interventions publiques structurantes dans le Cœur de métropole : portage et recyclage de foncier dans le cadre du futur projet du Pôle Gare, soutien à la Foncière commerciale sur le secteur de Recouvrance, requalification de fonciers centraux stratégiques en vue de promouvoir la nature en ville et la dé-imperméabilisation, et contribution au projet de régénération des îlots urbains du Cœur de métropole faisant par ailleurs l'objet d'une candidature à l'appel à manifestation d'intérêt « Démonstrateurs de la ville durable »,

2/ de potentielles interventions pour accompagner la rénovation urbaine dans les secteurs les plus fragiles : projets de diversification de l'offre d'habitat et de promotion de l'accession abordable dans le cadre des projets urbains de Recouvrance et de Bellevue, et étude de l'opportunité d'un rôle possible de l'EPF en accompagnement du concessionnaire de l'OPAH Renouvellement urbain pour le portage et le recyclage de lots d'habitation de copropriétés dégradées,

3/ des actions de consolidation et d'accompagnement, notamment pour conforter des centralités communales ou de quartier, selon une démarche permettant d'identifier les îlots prioritaires de renouvellement urbain, puis de définir des modalités d'interventions opérationnelles phasées et partagées avec les communes ou pour développer le renouvellement urbain économique

En parallèle Brest métropole participe aux réflexions pour le futur PPI 2026/2030 de l'EPF en recevant les groupes techniques Habitat.

### **II-3-3 Actions en faveur du développement durable**

Le délégataire encouragera toutes actions en faveur du développement durable permettant la réalisation des actions prévues dans le PLH et dans le Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) le cas échéant. Le PCAET actuel 2019-2025 faisant l'objet d'une révision dans la même temporalité que le PLUi valant PLH, les objectifs de réduction de réduction des GES et de décarbonation des usages sont en mesure d'impacter, à partir de 2028, les objectifs annuels de rénovation du parc existant.

Avec l'intégration du Programme Local de l'Habitat, du Plan Climat Energie Territorial et du Plan de Déplacements Urbains au PLU en 2014 (PLUi « Grenelle »), le développement durable est l'un des fondements même du PLU Facteur 4 de Brest métropole. Toutes ces politiques sectorielles majeures s'engagent dans des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'économies d'énergie.

Six orientations essentielles du PLU Facteur 4 l'illustrent (non exhaustives):

#### **- Développer les énergies renouvelables**

L'article 15 du règlement dispose que toute construction neuve supérieure à 1500 m<sup>2</sup> de surface de plancher doit comporter au moins un dispositif destiné à économiser l'eau et un dispositif de production d'énergie renouvelable (ENR) dont la part dans le bilan énergétique devra respecter les conditions suivantes :

- pour les constructions à usage d'habitation, la part d'ENR devra couvrir au minimum 15% du bilan énergétique (CEp), quelle que soit l'ENR.
- pour les constructions à usage d'hébergement hôtelier, la part d'ENR devra couvrir au minimum :
  - o 15% du bilan énergétique (CEp) en cas de recours à une ENR thermique ;
  - o 25% du bilan énergétique (CEp) en cas de recours à une ENR électrique.
- pour les constructions à usage de bureau, d'administration ou d'enseignement, la part d'ENR devra couvrir au minimum :
  - 10% du bilan énergétique (CEp) en cas de recours à une ENR thermique ;
  - 20% du bilan énergétique (CEp) en cas de recours à une ENR électrique.
- pour toutes les autres constructions la part d'ENR devra couvrir au minimum 10% du bilan énergétique (CEp) quelle que soit l'ENR

#### **- Accroître la rénovation du parc existant**

Brest métropole vise un objectif de 3 % de rénovation soit 1 500 logements rénovés par an. La priorité est placée sur les bâtiments construits entre 1949 et 1975, bâtiments les plus énergivores. Pour atteindre ce chiffre, Brest métropole a renforcé sa politique d'incitation et d'accompagnement à la prise de décision.

Engagé à Brest dès 2012 en partenariat avec le conseil régional et l'ADEME, le dispositif Tinergie, aujourd'hui Espace Conseil France rénov', a été mise en place dans le cadre du premier Plan Climat Air Energie Territorial avec pour objectif de dynamiser la transition énergétique du parc immobilier en structurant un guichet unique local, tout public, facilitant l'accès des particuliers à de l'information, du conseil et un accompagnement neutre et gratuit : 2 500 contacts de particuliers par an et entre 300 et 400 projets de rénovation accompagnés annuellement toutes filières confondues

Elargi depuis 2020 par voie de coopération aux 7 EPCI du territoire du bassin de vie et d'emploi du Pays de Brest (420 000 h), l'Espace Conseil France Rénov' Tinergie mobilise aujourd'hui, toutes filières confondues, plus de 20 ETP permettant la mise en œuvre des différentes missions d'accueil, d'information d'animation et d'accompagnement des propriétaires privés quels que soient leur profil (maison et copropriété) ou leurs ressources (revenus M, TM, I, S).

Ce dispositif est aujourd'hui connu et reconnu à la fois des habitants et de la filière professionnelle locale, les fédérations du secteur étant engagées de longue date dans la gouvernance du dispositif. Au total, plus de 70 professionnels sont aujourd'hui mobilisés aux

côtés des collectivités dans le cadre de charte qualité : entreprise, artisans, diagnostiqueurs et BET, établissement bancaire.

L'Espace Conseil France Rénov' Tinergie qui était financée par le SARE jusqu'en 2024 sera désormais intégré au Pacte Territorial France Rénov' en cours de conventionnement avec l'Anah.

- **Développer le réseau de chaleur**

L'ambition du territoire quant à cette action est de valoriser 176 000 MWh/an dans le réseau de chaleur de Brest d'ici 2026, puis 200 000 MWh/an à l'horizon 2035 et 250 000 MWh/an à l'horizon 2050. Cette ambition passe aussi par la création d'au moins un nouveau réseau de chaleur sur le territoire. Plusieurs étapes sont mises en œuvre et sont détaillées dans la fiche action n° 21 du PCAET « Poursuivre activement le développement des réseaux de chaleur urbains ».

- **Densifier la ville**

40% de la production neuve doit être réalisée en renouvellement. Pour limiter les déplacements, et de ce fait les émissions de GES, le PLU facteur 4 s'inscrit dans une dynamique de densification, en particulier dans les centralités (zone UC). L'article UC2 du règlement prévoit ainsi un minimum de deux niveaux pour toute nouvelle construction. En zone à dominante habitat (UH), cette densification se fera horizontalement pour préserver le tissu urbain et l'identité résidentielle. Dans la réalité des faits aujourd'hui, près de 60% de la production neuve de la métropole se fait en zone U, en renouvellement urbain.

Par déclinaison du SCOT, le futur PLU de Brest métropole intégrera un taux de 70% de production en renouvellement urbain et une densité minimale de 42 logements/ ha sur les opérations en extension urbaine.

- **Favoriser les apports passifs solaires**

Le règlement permet de moduler l'implantation des constructions afin de maximiser les apports solaires. Le développement du solaire photovoltaïque est une action est intégrée à la politique de l'Habitat de Brest Métropole et correspond à la fiche N° 22 du PCAET. Elle fait également l'objet d'une prescription dans le Plan Local de l'Urbanisme, quant aux bâtiments de plus de 2 000 m².

L'ambition du territoire quant à cette action est la mobilisation et la sensibilisation de 250 ménages par an et de 10 entreprises par an, soit 2 500 ménages et 100 entreprises d'ici à 2030. La solarisation de bâtiments publics vise l'atteinte de 500 kWc à 1 MWc par an, soit 5 à 10 MWc d'ici 2030. S'ajoute à cela un soutien à des projets d'investissement citoyen actifs sur le territoire de la métropole.

- **Renforcer les modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle**

Le PCAET porte un objectif général de diminution de la part modale de la voiture individuelle. Plusieurs actions visent cet objectif et sont décrites dans la partie « mobilités et déplacements ». Le PLU traduit cette ambition par différents moyens et le Plan de mobilités intégré au PLUi, comme le PLH, est également en cours de révision : le développement des modes de déplacements doux : vélos, marche à pieds... Le PLU réglemente en son article 12 le stationnement devant intégrer des aires pour les vélos. Des aires de circulation apaisée sont également prévues dans les OAP de secteur. Ces espaces offrent ainsi un partage de la voirie pour les différents modes de circulation. Le développement des alternatives telles que les transports en commun ou le covoiturage est également encouragé, et la population sensibilisée à ces enjeux à travers de multiples manifestations et autres démarches participatives.



## **Article II-4 : Mise à disposition des moyens : droits à engagement et crédits de paiement**

Sous réserve de changements des modalités financières en fonction de l'état actuel du droit, la mise à disposition des moyens financiers s'organise comme suit:

### **II-4-1 : Calcul et mise à disposition des droits à engagement**

#### **II-4-1-1 : Pour l'enveloppe logement locatif social**

Chaque année, l'Etat, dans les limites des dotations disponibles et du montant de l'enveloppe fixé en application de l'article II-1 de la convention pour l'année considérée, allouera au délégataire une enveloppe de droits à engagement dans les conditions suivantes :

- jusqu'à 80% du montant des droits à engagement de l'année à la signature de la convention ou, à compter de la seconde année, à la signature de l'avenant annuel ;
- le solde des droits à engagement de l'année est notifié, au plus tard le 10 novembre en fonction du rapport mentionné au II-5-1-3. L'avenant de fin de gestion mentionné au § III-2 arrête l'enveloppe définitive des droits à engagement allouée pour l'année au délégataire.

Dans la limite des dotations disponibles, le délégant peut procéder au cours d'une même année à autant d'allocation d'enveloppes de droit à engagement qu'il l'estime nécessaire.

A partir de la seconde année, une avance maximale de 25 % du montant des droits à engagement initiaux de l'année N-1 pourra être allouée au délégataire avant la signature de l'avenant annuel (aucune avance n'est prévue pour la première année de la convention).

Ces décisions sont notifiées par l'Etat au délégataire.

Le délégataire prendra les arrêtés de subvention au nom de l'Etat en application de la présente convention dans la limite du montant des droits à engagement ainsi notifiés par l'Etat.

Les droits à engagement correspondants aux PLAI adaptés à financer sur le territoire délégué (délégation d'AE typées selon le 2° II du L435-1 du CCH en complément de la programmation LLS classique) sont délégués selon les modalités définies en annexe 3.

#### **II-4-1-2 : Pour l'enveloppe habitat privé**

La convention conclue entre l'Anah et le délégataire en vertu de l'article L 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) définit les modalités de financement et les conditions de gestion par l'agence ou, à sa demande, par le délégataire des aides destinées à l'habitat privé.

#### **II-4-1-3 Modalités de mise à disposition**

L'allocation du solde de l'enveloppe annuelle sera fonction de l'état des réalisations et des perspectives pour la fin de l'année qui seront communiqués dans les bilans fournis, au 30 juin et au 15 septembre, au ou à la préfet.e, représentant.e de l'Etat et délégué.e de l'Anah dans le département.

Pour le parc public, ces bilans conduiront à la conclusion d'un avenant dit de « fin de gestion » tel que défini à l'article III-2 qui permettra d'effectuer les ajustements nécessaires en fin d'année.

En cas de réalisation insuffisante des objectifs prévus à l'article I-2 et déclinés à l'annexe 1 de la présente convention constatée sur deux exercices consécutifs, le ou la préfet.e, représentant.e de l'Etat dans le département, peut pour le parc public, minorer le montant des droits à engagement à allouer au délégataire l'année suivante.

En cas de réalisation insuffisante des objectifs prévus à l'article I-2 et déclinés à l'annexe 1 de la présente convention constatée sur deux exercices consécutifs, le ou la préfet.e, délégué.e de l'Anah dans le département, peut pour le parc privé, minorer le montant des droits à engagement à allouer au délégataire l'année suivante.

La persistance d'un écart de réalisation au terme de 3 exercices consécutifs, peut conduire les parties à réviser les objectifs et les droits à engagement de la présente convention et/ou leur



déclinaison pluriannuelle. L'évaluation à mi-parcours décrite à l'article VI-6-1 sera l'élément essentiel pour dimensionner cet ajustement à la hausse ou à la baisse.

Pour le parc public, le report éventuel de droits à engagement d'une année sur l'autre de la convention, comprenant les éventuels droits à engagements redevenus disponibles suite à des modifications d'opérations, peut être intégré dans le calcul de la dotation de l'année suivante. Son montant est identifié dans l'avenant annuel tel que défini à l'article III-1 et doit être compatible avec la dotation régionale ouverte pour l'année suivante.

## **II-4-2 : Calcul et mise à disposition des crédits de paiement**

### **II-4-2-1 : Pour l'enveloppe logement locatif social**

Chaque année, l'Etat mettra à la disposition du délégataire un montant de crédits de paiement dans la limite des dotations disponibles, le délégant peut procéder au cours d'une même année à autant d'allocation d'enveloppes de crédits de paiement qu'il l'estime nécessaire. Ces délégations feront suite à un dialogue entre le délégant et délégataire sur les besoins exprimés en crédit de paiement pour l'année de gestion. Les dotations ne pourront dépasser le montant des engagements constatés les années précédentes et les engagements prévisionnels de l'année considérée

Ainsi, le calibrage des crédits de paiement dans l'avenant annuel (et dans la convention pour la première année), doit se fonder sur le rythme d'exécution des opérations.

Les crédits de paiement correspondants au versement des subventions prévues au D. 331-25-1 DU CCH sont compris dans l'enveloppe de CP versée au délégataire.

Les crédits de paiement feront l'objet de la part de l'Etat des versements suivants :

- le premier versement porte au maximum sur 25 % du montant des AE versés l'année n-1 (y compris en cas de renouvellement de la convention).
- le deuxième versement est effectué dans les deux mois suivant la date de signature de la convention ou, à compter de la seconde année, de l'avenant annuel. Il porte au maximum sur 75% du montant total prévu par l'avenant annuel (ou pour la première année, le montant inscrit dans la convention) duquel il est déduit le premier versement effectué ; ce taux peut être ajusté en fonction du rythme de paiement du délégataire aux opérateurs.
- le solde est versé au délégataire en fin d'année; il peut être ajusté en fonction de la différence entre les crédits de paiement versés par l'Etat, au délégataire et ceux versés par le délégataire aux différents opérateurs l'année n, en cohérence avec le compte-rendu d'octobre mentionné au deuxième alinéa de l'article II-6, et ce dans la limite des crédits ouverts et disponibles.

Pour chaque opération soldée, sur la base du compte-rendu mentionné au dernier alinéa de l'article II-6, il est procédé à l'ajustement des écarts résiduels qui pourraient être constatés entre les crédits de paiement versés par l'Etat au délégataire et ceux versés par le délégataire aux différents opérateurs.

### **II-4-2-2 : Pour l'enveloppe habitat privé**

A compter de 2026 (passage en délégation de type 3), la convention définit les modalités de calcul du montant de l'avance des crédits de paiement et les modalités de son versement. L'avance de crédits de paiement est versée après signature de la convention. Elle est reconstituée sur production de la justification de son utilisation.

## **Article II-5 : Comptes rendus de l'utilisation des crédits de paiement mis à la disposition du délégataire**

A compter de 2026 (passage en délégation de type 3), Le délégataire remet chaque année au représentant de l'Etat dans le département, deux comptes rendus détaillés de l'utilisation des crédits mis à sa disposition, l'un concernant les crédits reçus de l'Etat via le FNAP, et l'autre les crédits reçus de l'Anah, conformément à l'annexe 1 bis (cf. circulaire n° 2005-49 UHC/FB2 du 14

octobre 2005 relative à l'imputation comptable et au compte rendu d'utilisation des crédits de l'Etat mis à la disposition des collectivités délégataires dans le cadre des conventions de délégation de compétences en matière d'aides au logement).

Ces états arrêtés au 31 décembre de l'année passée en projet ou dans leur version finale sont transmis avant signature de l'avenant annuel pour prise en compte pour l'évaluation des niveaux de droits à engagement et crédits de paiement annuels, et constituent une annexe au compte administratif.

L'état annexe au compte administratif (voir l'annexe 1 bis) servira de modèle pour les comptes rendus réguliers de l'utilisation des crédits de paiement mis à la disposition du délégataire. Ces documents, établis pour le parc public à partir des données renseignées dans le SIAP, seront visés par le comptable public.

En outre, à l'issue de l'année de gestion, le délégataire transmettra au préfet et au FNAP un bilan de la mise en œuvre de sa programmation en logements très sociaux à bas niveau de quittance bénéficiant d'une subvention PLAI adapté. Il renseignera le tableau en annexe 2 listant les opérations financées et précisant l'enveloppe d'autorisations d'engagement correspondante. Il indiquera, le cas échéant, les difficultés rencontrées dans l'atteinte des objectifs fixés.

Toutes demandes émanant du comité consultatif mentionné à l'article R. 435-3 du CCH devra être prise en compte par le délégataire.

Le rapport annuel portant sur la gestion des logements PLAI adaptés tel que défini à l'article D. 331-25-1 du même code devra être transmis.

Pour les délégations de compétences dont le montant d'engagement annuel prévu pour le parc public est supérieur à 5 M€, le délégataire remet en outre en octobre un compte rendu détaillé de l'exécution des crédits sur le parc public sur le 1<sup>er</sup> semestre.

Ces états annexes retracent, d'une part, le détail des crédits reçus de l'Etat, via le FNAP, et de l'Anah par le délégataire et, d'autre part, le détail des crédits effectivement versés par le délégataire pour la réalisation des opérations financées conformément à l'annexe 1 de la présente convention.

Ces états annexes seront accompagnés, en outre, d'une annexe 1 ter détaillant les crédits versés par le délégataire sur les aides propres visées à l'article II-4-1 de la présente convention.

Pour le parc public, le versement des crédits est conditionné au renseignement régulier par le délégataire du SIAP (ou à défaut un autre outil numérique mais devant être interfacé avec le SIAP) pour permettre aux services de l'Etat de disposer en temps réel de l'état de la consommation des crédits. Une attention particulière est apportée à la saisie dans un délai de 15 jours maximum des données relatives au suivi des paiements.

## **Article II-6 : Gestion financière de la fin de convention**

Pour ce qui concerne le parc privé, les éléments précisés dans cet article ne concernent que les conventions pour lesquelles la convention de gestion prévoit l'instruction et le paiement des aides par le délégataire.

- **En cas de renouvellement de la convention de délégation de compétences**

Le versement des crédits de paiement correspondants aux crédits engagés les années précédentes perdure selon la règle mentionnée au II-5-2 pour le parc social et dans la convention de gestion entre le délégataire et l'Anah pour le parc privé.

Pour le parc privé, si, au terme de l'effet de la présente convention et de l'échéancier de versement des crédits prévu au II-5-2, le délégataire dispose de crédits de paiement non utilisés, ces crédits seront déduits du versement de l'avance prévue selon les modalités décrites dans la convention conclue entre le délégataire et l'ANAH.

- **En cas de non-renouvellement de la délégation de compétences**

En cas de non-renouvellement à l'initiative du délégataire, le ou la Préfet.e doit être informé.e au moins trois mois avant la date d'échéance de la convention. En cas de non-renouvellement, le versement des droits à engagement, tel que prévu à l'article II-5-1, est arrêté. Les comptes rendus de l'utilisation des droits à engagement mis à disposition du délégataire sont remis par le délégataire au ou à la Préfet.e, représentant.e de l'Etat et au délégué de l'Anah dans le département.

Le délégataire continue à assumer le paiement des engagements qu'il a pris auprès des bénéficiaires des aides. A cet effet, l'Etat et l'Anah concluent avec le délégataire un avenant de clôture qui définit les modalités de mise à disposition des crédits correspondants et de paiement restant à effectuer.

Pour le parc public, le versement des crédits reste conditionné au renseignement régulier par le délégataire du SIAP (ou à défaut un autre outil numérique mais devant être interfacé avec le SIAP).

- En cas de modification du périmètre géographique

Le périmètre géographique d'exercice de la délégation peut être modifié par voie d'avenant (voir article III), dans le cas de modification de la carte intercommunale. Si cette modification du périmètre conduisait à ce que des communes ne soient plus membre de l'intercommunalité délégataire, le versement des droits à engagement, tel que prévu à l'article II-5-1 pour réaliser les objectifs relatifs à ces communes, est arrêté. Les comptes rendus de l'utilisation des droits à engagement mis à disposition du délégataire sont remis par le délégataire au ou à la Préfet.e, représentant.e de l'Etat et au délégué de l'Anah dans le département.

### **TITRE III : Avenants**

La convention peut être modifiée par avenant, dans le respect de la réglementation. Cependant, les avenants listés ci-après sont obligatoires (le cas échéant pour les avenants visés aux articles III-3 et III-4). Ces avenants peuvent être signés en cours d'année. Plusieurs types d'avenants peuvent être regroupés dans le même document.

#### **Article III-1 : avenant annuel**

L'avenant annuel est obligatoire. Il est signé pour toute convention en cours. Cette signature doit intervenir le plus rapidement possible afin de ne pas pénaliser le démarrage de la gestion. Dans l'attente de la signature de l'avenant annuel, des autorisations d'engagement peuvent être mises à disposition du délégataire qui peut prendre des décisions d'engagement dans la limite de ces crédits. Cette mise à disposition s'effectue selon les modalités définies à l'article II-5-1.

Il indique les objectifs quantitatifs prévisionnels pour l'année en adoptant la présentation de la convention au I-2 (et annexe 1). Le cas échéant, les avenants annuels doivent prendre en compte les objectifs du plan de relance.

Il précise ensuite les modalités financières pour l'année en distinguant l'enveloppe déléguée par l'Etat pour le parc public, via le FNAP, et par l'Anah pour le parc privé et les interventions financières du délégataire lui-même. Le montant annuel des droits à engagement est établi après la prise en compte du niveau réel de consommation de N-1 et des perspectives pluriannuelles.

Le cas échéant, il intègre la révision des objectifs et des droits à engagement lié à la persistance d'un écart de réalisation conformément aux dispositions prévues à l'article II-5-1-3.

Tout autre point ponctuel concernant une partie de la convention peut figurer dans cet avenant.

#### **Article III-2 : avenant de fin de gestion (cf. II-5-1-3)**

Cet avenant précise au délégataire l'enveloppe définitive des droits à engagement ainsi que les objectifs quantitatifs inhérents. Il prend en compte les réalisations du délégataire et les perspectives à fin d'année conformément au bilan prévu à l'article II-5.1.3. **Il est obligatoire pour le parc public.** La signature de cet avenant peut être déléguée au président de l'EPCI sans passage au conseil communautaire.

#### **Article III-3 : avenant modifiant le périmètre de la délégation de compétence**

En cas de modification du périmètre géographique d'intervention du délégataire, l'avenant met à jour les dispositions de la convention : identification de la nouvelle personne morale (en cas de changement de statut et ou de nom du délégataire), identification du nouveau délégataire pour les communes qui le cas échéant ne seraient plus couvertes par la convention avec les modalités de gestion des opérations engagées sur le territoire de ces communes, actualisation des objectifs et des dotations des crédits correspondants, modalités de gestion et de suivi, ...

L'avenant ne constitue pas un préalable nécessaire à l'octroi des crédits attribués au délégataire pour l'exercice de ses fonctions (crédits Etat/FNAP + Anah).

#### **Article III-4 : Avenant de prorogation**

En application de l'article L. 301-5-1 du CCH, au terme des six ans, la convention peut être prorogée pour une durée d'un an, par avenant, si l'EPCI dispose d'un PLH exécutoire ou, dans le cas contraire, s'il a pris une délibération engageant l'élaboration d'un PLH [ou d'un PLUI-H]. Cette prorogation est renouvelable une fois dans les mêmes conditions. En cas de PLH qui n'est plus exécutoire, la convention n'est plus applicable.

### **Article III-5 : Avenant de clôture**

Au terme de la convention, un avenant prévoit les modalités relatives au paiement des aides accordées pendant la période de la convention (cf. article II-7) et au conventionnement APL (cf. titre V).

## **TITRE IV – Conditions d’octroi des aides et d’adaptation des plafonds de ressources**

Les dispositions du code de la construction et de l’habitation et notamment de son livre III, ainsi que les textes listés dans l’annexe 8, sont applicables sous réserve des adaptations prévues aux articles IV-1 et IV-2 ainsi que le prévoit le VI de l’article L. 301-5-1 du CCH.

### **Article IV-1 : Adaptation des conditions d’octroi des aides (optionnel)**

#### **IV-1-1 Parc locatif social**

Le montant des subventions accordées au titre de la délégation pour le compte de l’État ne peut excéder les plafonds suivant :

- 20 000 € par logement ;
- 60 000 € par logement pour les opérations mentionnées au II de l’article D.331-1 et adaptées aux besoins des ménages rencontrant des difficultés d’insertion particulières.

Toutefois, si une opération présente des surcoûts exceptionnels, le délégataire peut saisir le ou la Préfet.e de Région pour demander une dérogation à ces montants, dans les limites :

- de 5 000 € par logement ;
- de 20 000 € par logement pour les opérations mentionnées au II de l’article D.331-1 et adaptées aux besoins des ménages rencontrant des difficultés d’insertion particulières.

Le président de l'EPCI adresse par courrier au préfet de Région une demande pour déroger aux forfaits plafonds pour une opération, en exposant les raisons conduisant à cette demande. Le préfet de département reçoit copie du courrier pour information et prise en compte pour le suivi de la DAP.

Le courrier est accompagné des pièces suivantes pour justifier de la demande :

- La présentation synthétique et technique de l’opération (localisation, coût prévisionnel, nature) [format court 1 page] ;
- Les éléments financiers permettant au préfet de région et ses services de juger de l’opportunité de la dérogation (plan de financement, compte d’exploitation prévisionnel avec le forfait plafond et avec le forfait dérogé...)

Le préfet de région dispose de 15 jours à compter de la date de réception de la demande pour donner son avis par courrier, lequel est réputé défavorable en l’absence de réponse. Le préfet de département reçoit copie du courrier de réponse.

Le courrier d’accord du préfet de région est joint aux pièces du dossier d’instruction.

#### **IV-1-2 Parc privé**

La convention conclue entre le délégataire et l’Anah en vertu de l’article L. 321-1-1 du CCH détermine les règles particulières d’octroi des aides aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants qui peuvent être fixées par le délégataire en application de l’article R. 321-21-1 du CCH, ainsi que les conditions de leur intervention.

## **Article IV-2 : Plafonds de ressources**

### **IV-2-1 Parc locatif social (optionnel, peut faire l'objet d'avenants ultérieurs)**

En application de l'article R. 441-1-2 du CCH, les plafonds de ressources peuvent être majorés dans la limite de 30% de ceux applicables pour l'accès des ménages aux logements locatifs sociaux dans les cas ci-après (*localisation, durée et motivation de la majoration à indiquer*) :

- logements d'un même immeuble situés dans des ensembles immobiliers ou quartiers dans lesquels plus de 20 % des logements locatifs sociaux sont vacants depuis au moins trois mois ;
- logements situés dans des quartiers classés en quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- logements d'un même immeuble ou ensemble immobilier lorsqu'ils sont occupés à plus de 65 % par des ménages bénéficiant de l'APL

### **IV-2-2 Parc privé**

- **Propriétaires occupants**

Les conditions de ressources prévues au dernier alinéa du I de l'article R.321-12 du CCH sont applicables.

- **Propriétaires bailleurs**

Lorsque le bailleur conclut une convention en application de l'article L. 351-2 (4°) du CCH, les plafonds de ressources des locataires fixés par l'arrêté mentionné à l'article R. 331-12 du code de la construction et de l'habitation sont applicables.

Les conventions visées aux articles L. 321-4 et L. 321-8 du CCH et signées dans les conditions de l'article L. 321-1-1 du CCH devront respecter les dispositions législatives et réglementaires applicables (voir notamment les articles R. 321-23 à R. 321-36 du CCH).

## **Article IV-3 : Modalités d'attribution des aides et d'instruction des dossiers**

### **IV-3-1 Parc public**

Pour les opérations visées au I-2-1, le président de l'EPCI ou son représentant, signe les décisions de subvention qui sont prises sur papier à double en-tête du délégataire et de l'Etat par le représentant habilité. L'instruction des dossiers est assurée par la DDTM.

Pour l'année 2025, les services de l'Etat sont mis à disposition du délégataire conformément à la convention de mise à disposition annexée à la présente convention.

A compter de 2026, il sera mis fin à cette mise à disposition et l'instruction des **nouveaux** dossiers sera assurée par les services du délégataire.

### **IV-3-2 Parc privé**

Pour les actions visées au I-2-2, la loi a prévu que les décisions de subventions ou les décisions de rejet sont prises par le président de l'autorité délégataire au nom de l'Anah. La convention conclue entre le délégataire et l'Anah en vertu de l'article L321-1-1 du CCH détermine les conditions d'instruction et de paiement.

Pour l'année 2025, les services de l'Etat sont mis à disposition du délégataire conformément à la convention de mise à disposition annexée à la présente convention.

A compter de 2026, il sera mis fin à cette mise à disposition et l'instruction des **nouveaux** dossiers sera assurée par les services du délégataire.

### **IV-3-3 Mise à disposition des services**

Lorsque les services de l'Etat sont mis à disposition du délégataire, une convention spécifique de mise à disposition des services est obligatoirement conclue en application de l'article 112 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (parc locatif social et/ou parc privé). Cette convention est conclue pour l'année 2025.



## **TITRE V – Loyers et réservations de logements**

### **Article V-1 : Conventions APL**

L'aide personnalisée au logement (APL) accordée au titre de la résidence principale a un domaine d'application délimité par l'article L. 351-2.

#### **V-1-1 Parc privé**

La convention conclue entre le délégataire et l'Anah détermine les conditions de signature par le délégataire des conventions prévues aux articles L. 321-4 et L. 321-8 du Code de la construction et de l'habitation.

#### **V-1-2 Parc locatif social**

Le président de l'établissement public de coopération intercommunale signe, au nom de l'Etat, les conventions mentionnées à l'article L. 353-2 du CCH conclues en contrepartie d'un financement ou d'un agrément qu'il accorde. Il en adresse obligatoirement copie au préfet de département dans un délai raisonnable.

Pendant la période de délégation, le délégataire est compétent pour signer les conventions APL relatives aux logements pour lesquels il a octroyé une aide à la pierre ouvrant droit au conventionnement APL ainsi que les conventions APL relatives aux logements pour lesquels un prêt ouvrant droit au conventionnement APL est octroyé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le délégataire devra instruire les conventions APL conformément à la réglementation applicable (loyers, réservations, publication aux hypothèques...) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

En application de l'article L. 342-2 et de l'article L.353-11 du CCH, le respect des engagements figurant dans les conventions APL signées par le délégataire et le bailleur relève de l'Agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS).

- Pour les nouvelles conventions :

Pendant la période de délégation, le délégataire est compétent pour signer les nouvelles conventions APL relatives aux logements pour lesquels il a octroyé une aide à la pierre ouvrant droit au conventionnement APL, ainsi que les conventions APL relatives aux logements pour lesquels un prêt ouvrant droit au conventionnement APL est octroyé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Il est également compétent, pendant la période de délégation, pour signer les avenants à ces conventions et, a priori, pour les résilier à leur date d'expiration initiale ou à l'échéance d'une période triennale de reconduction tacite

En revanche, la résiliation d'une convention aux torts du bailleur ou la résiliation unilatérale par l'Etat d'une convention en cours, pour motif d'intérêt général ou en cas de démolition, restent de la compétence de l'Etat.

- Pour les conventions signées par l'Etat avant la délégation :

L'Etat transmet, au délégataire qui en fait la demande, toute convention APL initiale (et ses avenants éventuels) devant faire l'objet d'un avenant relevant de la compétence du délégataire (par exemple, en cas d'octroi d'un PAM). Le délégataire transmet ensuite une copie du nouvel avenant à l'Etat.

La compétence du délégataire en matière d'avenant à une convention APL initialement signée par le préfet dépend de l'objet même de l'avenant.



Il est ainsi compétent, par exemple, pour signer un avenant portant modification du descriptif de programme à la suite d'un financement accordé par le délégataire.  
Le délégataire a une compétence pour les avenants qui sont des conséquences directes de l'aide à la pierre qu'il a accordée.  
Cela ne comprend donc pas les avenants pour exclusion de la convention des logements vendus (dans les cas particuliers où la vente met fin aux effets de la convention).

En revanche, le délégataire n'est pas compétent pour résilier la convention initialement signée par le préfet (quel que soit le motif de la résiliation).

L'exercice de cette délégation s'effectue dans le cadre des règles définies ci-après :

### **Article V-3 : Réservations de logements au profit des personnes prioritaires**

Les conventions ouvrant droit à l'APL conclues avec les organismes d'HLM et les SEM fixent le pourcentage de logements de l'opération alloué au droit de réservation reconnu au Préfet par l'alinéa 3 de l'article L.441-1 du CCH. Le chiffre à inscrire s'il y a lieu dans les conventions APL est de 30% pour les opérations financées en PLUS et PLAI et de [minimum 5%] dans les opérations financées en PLS (à voir en fonction des pratiques actuelles ; ne peut être inférieur à 5% (fonctionnaires)). Les conventions ouvrant droit à l'APL conclues avec des personnes autres que les organismes HLM et les SEM peuvent fixer un droit de réservation préfectoral, dont le pourcentage sera négocié en fonction des besoins locaux.

Le mode d'attribution éventuelle des logements ayant bénéficié de subventions de l'Anah est fixé conformément à la réglementation de l'Agence.

Obligation doit être notifiée à l'organisme d'informer le préfet lors de la mise en service des logements.

## **TITRE VI – Suivi, évaluation et observation**

### **Article VI-1 : Modalités de suivi des décisions de financement**

Le délégataire informe le ou la préfet.e de l'ensemble des décisions signées qu'il prend en application de la présente convention et pour chaque opération financée, des données relatives à leurs caractéristiques mentionnées à l'annexe 9 sont transmises dans le SIAP, géré par le ministère chargé du logement auquel le délégataire a accès. De plus, les données de suivi liées aux décisions de financement doivent être transmises en continu au système d'informations et au minimum une fois par semaine.

Le délégataire s'engage à renseigner également le SIAP sur les crédits de paiement versés pour chaque opération (date et montant) comme cela est prévu au 7 du b) de l'Annexe 9.

L'Etat met également à disposition des partenaires locaux dans le SIAP, un télé-service (portail internet) permettant aux maîtres d'ouvrages de déposer une demande d'agrément et/ou d'aide à la pierre directement auprès des services responsables de la programmation.

Il permet de disposer de l'information la plus complète sur la vie d'une opération depuis sa conception jusqu'à la livraison, d'assurer un suivi des dossiers optimisé, de simplifier et uniformiser le partage des informations entre acteurs locaux, d'enrichir et permettre une meilleure connaissance des besoins en financements.

Le délégataire s'engage à mettre en œuvre le dispositif de suivi obligatoire décrit dans l'annexe 9.

Pour le parc privé les modalités d'information du ou de la préfet.e sur les décisions prises et de transmission des données sont définies par la convention conclue entre le délégataire et l'Anah.

### **Article VI-2 : Suivi annuel de la convention**

#### **Article VI-2-1 Les modalités de compte-rendu**

Les enveloppes du délégataire seront fixées en fonction des bilans produits aux dates des enquêtes transmises par la DHUP. Ces bilans feront obligatoirement état des réalisations et des perspectives de réalisation pour le reste de l'année.

Accompagnés du bilan annuel mentionné à l'article II-3, ces deux bilans serviront de socle à l'avenant annuel défini à l'article III-1.

#### **Article VI-2-2 L'instance de suivi de la convention**

Il est créé sous la coprésidence du président de la métropole et du ou de la préfet.e une instance de suivi de la convention.

Cette instance se réunit au minimum deux fois par an pour faire le bilan des décisions prises et des moyens consommés au cours de l'exercice écoulé et prévoir, si nécessaire, des ajustements ou des avenants à la convention. A cet effet, le délégataire s'engage à faciliter le contrôle par l'Etat et l'Anah de l'utilisation des crédits reçus notamment par l'accès à toute pièce justificative et tout document dont il jugerait la production utile. Par ailleurs, il s'engage également à informer l'Etat et l'Anah des réalisations et des moyens engagés via le compte-rendu mentionné à l'article II-6 et à la mise à jour du tableau de bord en annexe 1. Il se doit de répondre à toute enquête et demande d'information sollicitée par les services de l'Etat.

La réunion de cette instance doit être l'occasion d'échanger sur la mise en œuvre de la délégation et peut également donner lieu à des restitutions sur des thématiques ou des publics précis (cf. VI-3 dispositif d'observation).

Le suivi de la convention doit permettre d'assurer la consolidation au niveau national et le rendu-compte au Parlement sur la mise en œuvre de la politique du logement.

#### **Article VI-3 : Dispositif d'observation**

Les représentants locaux de l'Etat et de l'Anah sont associés au dispositif d'observation mis en place par Brest métropole conformément à la loi et aux dispositions relatives au PLUi-H afin de suivre la mise en œuvre des objectifs et engagements de la collectivité et leurs effets sur le marché local du logement, selon les modalités suivantes notamment :

- Prévisions du nombre de logements qui seront livrés ou remis sur le marché :
- Bilan quantitatif et qualitatif du nombre de logements livrés ou remis sur le marché
- Suivi des copropriétés
- Remise sur le marché de logements vacants

L'Etat est membre de la Conférence Intercommunale de l'Habitat, qui examine régulièrement les réalités du marché immobilier, dans le cadre des travaux des observatoires de l'ADEUPA. Le bilan triennal du PLH est également analysé en CIH.

#### **Article VI-4 : Politique de contrôle**

##### **VI-4-1 Contrôle pour le parc privé**

Les dispositions relatives au contrôle sont fixées dans l'instruction de l'ANAH sur les contrôles du 6 février 2017, révisée, et dans la convention conclue entre le délégataire et l'Anah.

##### **VI-4-2 Contrôle pour le parc public**

Le contrôle de la programmation et du respect des objectifs de programmation et des priorités d'intervention (type de produits financé, conformité aux orientations nationales) est annuel et doit accompagner le bilan annuel. Ce contrôle est directement effectué à partir du SIAP.

Le contrôle effectué porte également sur l'instruction des dossiers de financement (demandes de subvention ou d'agrément, dossiers de paiement) et sur le conventionnement APL : respect du CCH et des circulaires d'application (ou avis et instructions). Le non-respect de la réglementation doit se traduire par la mise en œuvre immédiate d'actions correctives par le délégant (lorsqu'il est mis à disposition) et le délégataire (lorsqu'il n'y a pas mise à disposition).

Le plan de contrôle prévu pour le parc public dans le cadre de la délégation de compétences est annexé à la présente convention. Ce plan définit les modes de contrôles qui sont employés et comporte des objectifs chiffrés en matière de contrôle.

**Pour les délégations avec mise à disposition de la DDTM pour l'instruction du parc public (situation de Brest métropole).**

Le plan de contrôle prévoit la formalisation d'un contrôle interne par le délégant pour l'instruction des dossiers pour le compte du délégataire qui comporte des contrôles réguliers du travail de l'instruction (des dossiers de subvention et d'agrément, des paiements et des conventions APL) par les responsables (contrôle de premier niveau effectué au fil de l'eau par le responsable direct des instructeurs, contrôle hiérarchique exercé par le chef de service) ainsi que des dispositions d'organisation permettant de lutter contre les risques.

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2026 :**

Le plan de contrôle prévoit la formalisation d'un contrôle interne par le délégataire lui-même qui comporte des contrôles réguliers du travail de l'instruction (des dossiers de subvention et d'agrément, des paiements et des conventions APL) par les responsables (contrôle de premier niveau effectué au fil de l'eau par le responsable direct des instructeurs, contrôle hiérarchique exercé par le chef de service) ainsi que des dispositions d'organisation permettant de lutter contre les risques.

Selon une périodicité à définir, le délégant vérifie que l'instruction des conventions APL par le délégataire a été effectuée conformément à la réglementation applicable.

**Dans les deux cas :**

Le plan prévoit la formalisation d'un contrôle s'appuyant sur le système d'information (SIAP) qui permet une première vérification globale et par échantillonnage, avec un contrôle sur pièces, (2<sup>ème</sup> temps) en définissant le pourcentage de dossiers contrôlés (au minimum 10 %). Un focus sur les dossiers sensibles (dépassant un certain montant de subvention, opérations réalisées par des maîtres d'ouvrage d'insertion, logements-foyers ...) peut être envisagé. Dans des cas spécifiques l'ANCOLS ou le CGEDD pourraient être saisis pour expertiser des opérations de logements sociaux.

Le bilan de ce plan de contrôle est intégré au bilan annuel de la délégation de compétence. Ce bilan explique les écarts entre le plan et le réalisé de l'année précédente et fait la synthèse des leçons tirées de l'exercice, pour adapter le plan de l'année qui commence à la meilleure connaissance des risques locaux et à leur évolution éventuelle.

**Article VI-5 : Conditions de résiliation de la convention**

**VI-5-1 Cas de résiliation**

La convention peut être résiliée chaque année, sur l'initiative de chacune des parties, lorsqu'un fait nouveau légitime et sérieux le justifie. Pour prendre effet au 31 décembre de l'année N, et si elle intervient à l'initiative du délégataire, la demande de résiliation doit être notifiée au moins trois mois avant cette date.

La convention peut en particulier être dénoncée par le ou la représentant.e de l'Etat dans le département, après avis du comité régional de l'habitat et de l'hébergement, s'il estime que les objectifs et engagements définis dans la convention et mentionnés au III de l'article L301-5-1 du CCH sont insuffisamment atteints ou respectés, et en particulier lorsque les résultats du bilan triennal d'exécution du PLUIH sont manifestement insuffisants par rapport aux objectifs définis dans la convention.

La résiliation de la convention conclue entre le délégataire et l'Etat entraîne de facto la résiliation de la convention conclue entre le délégataire et l'Anah.

Une convention établie sur la base d'un PLH prorogé dans les conditions du I de l'article L. 302-4-2 du CCH ou d'un PLH résultant de l'application des dispositions du II du même article peut

Cette évaluation permettra également d'examiner le respect des orientations et des actions inscrites dans le PLH, support de la délégation de compétence. Elle s'attachera notamment à apprécier les éléments qualitatifs de la délégation de compétence. Une attention particulière sera apportée à la valeur ajoutée pour le territoire de la délégation de compétence et notamment ses conséquences en terme d'effet de levier, de mobilisation de la collectivité délégataire et de cohérence de la politique du logement et plus particulièrement avec le PLUi-H, le PDALHPD et les autres schémas existants.

Le bilan de réalisation du PLH défini à l'article L. 302-3 du CCH pourra représenter un élément de support à cette évaluation.

Au vu de cette évaluation, une nouvelle convention d'une durée de six ans pourra être conclue ; à cette fin, le délégataire s'engage à informer le ou la Préfet.e, trois mois avant la fin de la présente convention, de sa volonté de la renouveler ou non.

#### **Article VI-6-3 Bilan financier et comptable**

Dans les six mois suivant la fin de la convention, un bilan sera produit à partir des données du SIAP et de l'infocentre ANAH. Ce bilan s'attachera à comparer les résultats obtenus au regard des objectifs prévus dans la convention et dans le PLH. Ce bilan (parc public et parc privé) devra également présenter la consommation des crédits qui auront été délégués.

Une étude comparative avec l'ensemble des aides de l'Etat telles qu'indiquées à l'article V-6 pourra également être intégrée.

Le bilan fait également état des opérations clôturées et pour lesquelles le montant des CP est inférieur au montant des AE engagées afin que l'Etat réajuste ce qu'il doit verser au délégataire (y compris sur les années suivant la fin de la convention).

#### **Article VI-7 Information du public**

Pour le parc public, le délégataire doit prendre les dispositions nécessaires pour que soit rendue publique l'intégralité de la part financière que l'Etat affecte aux différentes opérations financées dans le cadre de la convention et figurant à l'article II-1 de la présente convention.

Pour le parc privé, le délégataire s'engage, dans toute action de communication relative au parc privé, à retracer l'origine des financements. Les modalités d'information du public sont définies dans la convention de gestion conclue entre le délégataire et l'Anah.

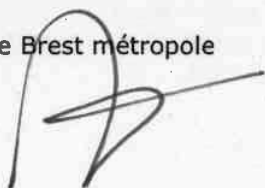
#### **Article VI-8 Publication**

La présente convention ainsi que ses avenants font l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture et du délégataire.

Ils sont transmis, dès leur signature, à la direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (Ministère en charge du Logement) et à la direction générale de l'Anah. Il est également attendu que le délégataire téléverse les documents dans le module dédié à la gestion des délégations de compétence du SIAP.

Le **10 JUIN 2025**  
Le .....

Le Président de Brest métropole



François CUIILLANDRE

Le Préfet du Finistère



être dénoncée par le ou la représentant.e de l'Etat dans le département, après avis du CRHH, si le délégataire ne s'est pas doté d'un nouveau PLH exécutoire sur l'ensemble de son périmètre, dans un délai maximal de deux ans après la mise en application des dispositions des I et II précédemment cités.

En cas de non-respect dans des proportions importantes des engagements contractés quant à l'échéancier de réalisation des objectifs de production mentionné en annexe 1 constaté sur deux exercices consécutifs dans le cadre du suivi annuel, chacune des parties peut décider de résilier la convention, à compter de l'année civile suivante.

#### **VI-5-2 Effets de la résiliation**

En cas de résiliation, l'accord relatif à la clôture de la convention est formalisé par l'avenant de clôture défini à l'article III-5.

Les droits à engagement alloués au délégataire mais non encore engagés font l'objet d'un retrait de la part de l'Etat et de l'Anah<sup>1</sup>. Les crédits de paiement mis à la disposition du délégataire mais non consommés et dont elle n'a plus l'utilité font l'objet d'un ordre de reversement de la part de l'Etat et de l'Anah. En cas de résiliation, la gestion financière de la fin de convention est celle définie à l'article II-7 (cas de non-renouvellement de la délégation de compétences).

En cas d'utilisation des crédits de paiement à d'autres fins que celles précisées dans les conventions qui la lie à l'Etat ou à l'Anah, un prélèvement du même montant sera opéré sur les ressources du délégataire.

#### **Article VI-6 : Evaluation de la mise en œuvre de la convention**

**Les trois types d'évaluation décrits ci-après sont applicables tant au parc public qu'au parc privé.**

##### **Article VI-6-1 Evaluation à mi-parcours**

A l'issue des trois premières années d'exécution de la convention, le.la préfet.e et le.la président.e de la métropole procéderont à une évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du programme de la convention.

Cette évaluation devra être élaborée dès le dernier trimestre de la troisième année. Elle aura pour objectif d'analyser l'atteinte des objectifs et de les ajuster, le cas échéant, en fonction des résultats pour les trois dernières années de la convention. L'échéancier de réalisation prévu à l'article I-2-3 sera le cas échéant révisé en conséquence. Une modification de la présente convention peut être envisagée dans le cas où des changements importants seraient susceptibles d'intervenir du fait notamment d'une surconsommation ou d'une sous-consommation des crédits délégués en fonction de l'analyse menée au II-5-1-3.

Sur les territoires où le PLH aura été adopté l'année de signature de la convention, l'évaluation à mi-parcours sera établie en cohérence avec le bilan triennal d'exécution défini à l'article L. 302-3 du CCH.

##### **Article VI-6-2 Evaluation finale**

Au plus tard à partir du mois de juillet de l'année de la fin de la convention, une évaluation finale sera effectuée à l'initiative du délégataire en concertation avec l'Etat, afin d'examiner la mise en œuvre de la convention au regard des intentions de ses signataires et des objectifs de la politique d'aide au logement définis par l'article L. 301-1.

---

1

## **ANNEXES**

### **A. TABLEAUX DE SUIVI ET BILANS**

- 1- Tableau de bord et déclinaison par secteur géographique des objectifs d'intervention définis par la convention, assorti d'un échéancier prévisionnel de réalisation (en cohérence avec la déclinaison territoriale du PLH)

1bis- Tableau de compte rendu de l'utilisation des crédits de paiement mis à la disposition du délégataire (ou état annexe au compte administratif)

#### **1TER - TABLEAU DE COMPTE RENDU DE L'UTILISATION DES AIDES PROPRES DU DÉLEGATAIRE**

2 - Bilan de la mise en œuvre de la programmation en logements très sociaux à bas niveau de quittance bénéficiant d'une subvention PLAI adapté. *(Il renseignera le tableau listant les opérations financées et précisant les enveloppes d'autorisations d'engagement correspondante. Il indiquera, le cas échéant, les difficultés rencontrées dans l'atteinte des objectifs fixés.)*

3- Bilan des contrôles

### **B. Programmation**

4 - Programmes d'intervention contribuant à la mise en œuvre des objectifs de la convention

5- Structures collectives de logement et d'hébergement

6 - Programme d'intervention envisagé relevant du champ d'intervention de l'ANRU

### **Réglementation**

7 – Aides publiques en faveur du parc de logements

### **Documents Annexés**

8 – Liste des textes applicables

9 – Dispositif de suivi statistique imposé pour les délégations conventionnelles de compétence pour les aides au logement

A. Tableau de suivi et bilans  
ANNEXE 1

(Objectifs de réalisation de la convention, parc public et parc privé – Tableau de bord)

NB : étant donné la révision du PLUI Facteur 4 et que le calendrier prévoit l'entrée en vigueur du prochain document au 1<sup>er</sup> janvier 2028, le tableau est complété jusqu'en 2027. Pour le parc public l'objectif prévisionnel se base sur le PLH actuel

	2025			2026			2027			2028			2029			2030			TOTAL		
	Prévu	Réalisés		Prévu	Réalisés		Prévu	Réalisés		Prévu	Réalisés		Prévu	Réalisés		Prévu	Réalisés		Prévu	Réalisés	
			financés			mis en chantier			financés			mis en chantier			financés			mis en chantier			financés
<b>PARC PUBLIC</b>																					
PLAI	94			90																	
PLUS	331			120																	
Total PLUS-PLAI				210																	
PLS	296			90																	
Logement Intermédiaire	24																				
Accession à la propriété (PSLA)	137			60																	
<b>Droits à engagements délégués pour le parc public</b>																					

	2025			2026			2027			2028			2029			2030			TOTAL		
	Prévu	Réalisés		Prévu	Réalisés		Prévu	Réalisés		Prévu	Réalisés		Prévu	Réalisés		Prévu	Réalisés		Prévu	Réalisés	
			financés			mis en chantier			financés			mis en chantier			financés			mis en chantier			financés
<b>PARC PRIVE</b>																					
<b>Logements de propriétaires occupants</b>	285			300			360			385			385			385			2100		
dont logements indignes ou très dégradés	5			10			10			15			15			15			70		
dont travaux de lutte contre la précarité énergétique	150			150			200			220			220			220			1160		
dont aide pour l'autonomie de la personne	130			140			150			150			150			150			870		
<b>Logements de propriétaires bailleurs</b>	5			10			30			40			40			40			165		



[illegible]



**Tableau de déclinaison locale (même modèle que le tableau précédent) avec :**

**Pour le parc public, ce tableau reprendra la déclinaison des objectifs par commune ou secteur géographique et par type de logements financés figurant dans le programme d'actions du PLH.**

**Pour le parc privé, ce tableau reprendra la déclinaison des objectifs par secteur géographique adapté figurant dans le programme d'actions du PLH.**

**Détailler la déclinaison par communes SRU.**

**ANNEXE 1bis**  
**Comptes rendus de l'utilisation des crédits de paiement mis à la disposition du délégataire (ou état annexe au compte administratif)**

**Convention de délégation de compétences conclue avec Brest métropole Le jj/mm/aaaa**

**ÉTAT ANNEXE DES FONDS RECUS ET REVERSES PAR LE DELEGATAIRE (CREDITS DE PAIEMENT)**

RECETTES (fonds versés par l'Etat OU l'Anah)				
Organismes délégants	Reliquats des CP antérieurs	Montant versé lors de l'exercice	Compte nature (a)	Montant total
Etat				
ANAH				

**DEPENSES VERSEES AU TITRE DU LOGEMENT LOCATIF SOCIAL**

**En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives**

Bénéficiaire (b)	Nature de l'opération ( c )	Nombre de logements concernés	Localisation de l'opération (commune)	Montant total de la subvention accordée (1)	Compte nature (a)	Dépenses des exercices antérieurs (2)	Dépenses de l'exercice (3)	Dépenses cumulées (4= 2+3)	Restes à payer (5=1-4)
<b>Total</b>									

( a ) ouvert dans la nomenclature applicable aux EPCI (M14)

( b ) y compris les prestations d'études et d'ingénierie

( c ) codification des opérations (cf. annexe 1 – circulaire n° 2004-73 UC/UJH du 23 décembre 2004) : code 1 construction, acquisition-amélioration et surcharge foncière, code 2 réhabilitation et qualité de service, code 3 démolition et changement d'usage, code 5 études et prestations d'ingénierie

**DEPENSES VERSEES AU TITRE DU PARC PRIVE**  
**En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives**

	Dépenses de l'exercice
Aides aux propriétaires bailleurs et occupants	
Prestations d'ingénierie	
<b>TOTAL</b>	

**ANNEXE 1ter**  
**Comptes rendus de l'utilisation des crédits de paiement versés par le délégataire sur ses aides propres**

**Convention de délégation de compétences conclue avec .... Le jj/mm/aaaa en application des articles L301-3, L 301-5-1, L301-5-2, L 321-1-1 du CCH**

**ÉTAT ANNEXE DES AIDES PROPRES VERSEES PAR LE DELEGATAIRE (CREDITS DE PAIEMENT)**

**DEPENSES VERSEES AU TITRE DU LOGEMENT LOCATIF SOCIAL**  
**En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives**

Bénéficiaire (b)	Nature de l'opération (c)	Nombre de logements concernés	Localisation de l'opération (commune)	Montant total de la subvention accordée (1)	Compte nature (a)	Dépenses des exercices antérieurs (2)	Dépenses de l'exercice (3)	Dépenses cumulées (4= 2+3)	Restes à payer (5=1-4)
<b>Total</b>									

(a) ouvert dans la nomenclature applicable aux EPCI (M14)  
 (b) y compris les prestations d'études et d'ingénierie  
 (c) codification des opérations (cf. annexe 1 – circulaire n° 2004-73 UC/JUH du 23 décembre 2004) : code 1 construction, acquisition-amélioration et surcharge foncière , code 2 réhabilitation et qualité de service, code 3 démolition et changement d'usage, code 5 études et prestations d'ingénierie

**PRELEVEMENTS AU TITRE DE L'ARTICLE L.302-5**

[illegible]

**DEPENSES VERSEES AU TITRE DU PARC PRIVE (SUR FONDS DU DELEGATAIRE)**

**En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives**

	Dépenses de l'exercice
Aides aux propriétaires bailleurs et occupants	
Prestations d'ingénierie	
<b>TOTAL</b>	

## ANNEXE 2

**BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROGRAMMATION EN LOGEMENTS TRÈS SOCIAUX A BAS NIVEAU DE QUITTANCE BÉNÉFICIAIRE D'UNE SUBVENTION PLAI ADAPTE. LISTER LES OPÉRATIONS FINANÇÉES ET PRÉCISER LES ENVELOPPES D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT CORRESPONDANTES. INDICER LE CAS ÉCHÉANT, LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS FIXES.**

Commune	Nom du maître d'ouvrage	Numéro SIAP	Nombre de logements PLAI adaptés bénéficiant de la subvention "PLAI adapté"	Montant de la subvention FNAP accordée en mentionnant la part "PLAI hors subvention D. 331-25-1 du CCH", et la part "PLAI adapté"	Résidences sociales / Pensions de famille / Logements ordinaires

## **ANNEXE 3 BILAN des contrôles**

### **I Parc public**

### **II Parc privé**

Les dispositions relatives à la politique de contrôle pour le parc privé sont prévues par la convention conclue entre le délégataire et l'Anah.

## B. Programmation

### ANNEXE 4

#### Programmes d'intervention contribuant à la mise en œuvre des objectifs de la convention

*Les dispositifs opérationnels d'intervention, tels qu'ils figurent ci-dessous, contribuent à la mise en œuvre des objectifs physiques prévus dans la convention de délégation.*

#### Opérations en secteur programmé

(Circulaire n° 2002-68/UHC/IUH426 du 8 novembre 2002 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général)

- Les opérations déjà engagées au moment de la signature de la convention de délégation :

**Le Programme d'Intérêt Général « Habitat durable »**, conventionné en 2019, constitue le cadre d'action de la lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique sur le territoire métropolitain. Prolongé par avenant jusqu'au 31/12/2025, son ingénierie intègre l'animation de la cellule de lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique ainsi que les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage des propriétaires occupants à ressources modestes concernés par les financements « MaPrimeRénov' Parcours Accompagné » (MPRPA) et « Ma Prime Logement Décent » : environ 150 dossiers de demande de subvention MPR et entre 2 et 5 dossiers LHI déposés annuellement.

**Le Programme d'Intérêt Général « Ti-MAD »**, conventionné en novembre 2022 pour 3 ans, constitue le cadre d'accompagnement des besoins de maintien à domicile et d'adaptation des logements de personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie : environ 100 dossiers de réhabilitation de propriétaires occupants modestes sont financés annuellement sur le territoire.

**Le dispositif « Brest Quartiers anciens » (OPAH-RU)**, et son volet dédié aux copropriétés en difficulté, cible la rénovation des quartiers de Recouvrance (PRIR), du Haut de Jaurès et de Kérinou. Signé en septembre 2023 pour 5 années, ce programme de requalification du parc ancien dégradé est mis en œuvre dans le cadre d'une concession d'aménagement confiée à la Sempil. Le dispositif met en œuvre des actions de redressement de copropriétés en difficulté, de recyclage d'îlots dégradés (ORI, RHI), de requalification de façades et intègre également des actions de maîtrise foncière et de portage immobilier visant à consolider des opérations de rénovation : entre trois et cinq dossiers de copropriétés en difficultés déposés annuellement.



**Le Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC)** mis en place en novembre 2022 pour une durée de trois ans propose un accompagnement des copropriétés en situation de fragilité sur le territoire métropolitain. Le POPAC permet notamment, dans le cadre de partenariat avec l'ADIL et le CLCV, la mise en place de différentes animations et actions collectives d'information et de formation en direction des responsables des copropriétés sur les thématiques de la gestion, de l'immatriculation, de la rénovation thermique... Le programme permet également de diligenter des diagnostics pour qualifier les situations des ensembles immobiliers pré-repérés en situation de fragilité.

**L'observatoire des copropriétés** hébergé à l'Adeupa depuis 1998 constitue l'outil de veille et de repérage des ensembles immobiliers en copropriété sur le territoire de la métropole. Il répond à trois objectifs qui sont, de réaliser un état des lieux du parc de copropriétés pour connaître les composantes de ce parc de logements, d'identifier les copropriétés selon un nombre de facteurs de fragilité, et de mesurer les effets des actions opérationnelles menées auprès des copropriétés. Une nouvelle version est en place depuis l'été 2023 intégrant une ergonomie renouvelée ainsi que de nouvelles données, telles que celles du Registre National d'Immatriculation des Copropriétés.

**L'Espace Conseil France Rénov' Tinerie** qui était financé par le SARE jusqu'en 2024 est en cours de repositionnement au sein du nouveau Pacte Territorial France Rénov'. Il assure l'information et l'accompagnement des propriétaires et copropriétaires dans la mise en œuvre des projets de rénovation énergétique en lien avec des professionnels locaux qualifiés.

Le nouveau **Programme d'Intérêt Général Pacte territorial France Renov** est une nouvelle contractualisation proposée par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) aux collectivités locales compétentes en matière d'habitat afin de faciliter la rénovation de leur parc immobilier privé. La nouvelle contractualisation concerne l'ensemble des enjeux prioritaires de la requalification du parc privé, de la transition énergétique à la lutte contre l'habitat indigne en passant par les questions d'adaptation des logements au vieillissement et au handicap. Le Pacte Territorial France Rénov' (PTFR), dont le principe a été approuvé par délibération n° C 2024-12-219 du Conseil de métropole du 6 décembre 2024, va ainsi permettre de consolider le financement des dispositifs locaux d'amélioration de l'habitat mis en place depuis plusieurs années par la métropole en soutien des propriétaires privés. Il prend effet au 01 janvier 2025 pour la période 2025-2029. En raison des programmes encore en cours sur le territoire jusqu'à fin 2025, la première année du PTFR métropolitain concernera principalement le sujet de la rénovation énergétique et le programme Tinerie, les autres thématiques seront quant à elles intégrées à partir de 2026 à l'achèvement des Programmes d'Intérêt Généraux « habitat durable » et « adaptation ».

## ANNEXE 5

### Structures collectives de logement et d'hébergement

#### ✓ Création de résidences sociales classiques, de pensions de famille ou de résidences accueil

*Préciser pour chaque opération l'état d'avancement de la définition du projet, son échéancier prévisionnel de programmation, et les éléments de programme connus : maître d'ouvrage, gestionnaire, localisation, capacité, cible du projet social, coût et plan de financement prévisionnel...*

#### ✓ Traitement des foyers de travailleurs migrants (FTM)

Le délégataire s'engage à effectuer le traitement du ou des FTM visés par la convention dans le cadre du plan de traitement des FTM piloté par la Commission Interministérielle pour le Logement des Populations Immigrées (CILPI) en application des orientations de la circulaire du 3 octobre 2002 relative au plan de traitement.

Tout élément disponible de diagnostic utile sur la situation du ou des FTM visés par la convention est remis par l'Etat au délégataire, et donne lieu à une évaluation partagée des FTM à traiter, avant signature de la convention.

**Préciser l'ensemble des FTM situés sur le territoire du délégataire dont le traitement est prévu pendant la durée de la convention :**

#### 1) tableau récapitulatif des FTM à traiter qui précise les éléments suivants (si disponibles) :

- identifiants du foyer : nom et adresse, propriétaire et gestionnaire, système d'aide à la personne ;
- nombre de résidents en précisant : % de résidents de 60 ans et +, le cas échéant, % de sur-occupants
- nombre de places-lits-logements à traiter en précisant combien le seront en PALULOS (avec le coût en aide à la pierre) et combien le seront en PLAI (avec le coût en aide à la pierre) ;
- nombre de logements reconstitués après traitement ;
- MOUS à envisager avec chiffrage prévisionnel ;
- **totalisation pour l'ensemble des foyers visés** sur la durée de la convention :
  - du montant des financements en PLAI, en PALULOS, en MOUS, en démolition ;
  - du nombre de places / logements avant traitement en équivalents logements ;
  - des capacités reconstituées après traitement en nombre de logements.

#### 2) Fiche récapitulative pour chaque FTM comportant l'ensemble des éléments significatifs et connus du projet de réhabilitation à la date de signature de la convention (si disponibles) :

- éléments prévus dans le tableau récapitulatif ;

- coût prévisionnel de l'opération et phasage, année prévue pour chaque opération ;
- plan de financement prévisionnel intégrant l'ensemble des financements Etat, collectivités locales, 1%, fonds propres, CDC, autres) ;
- nature du traitement (réhabilitation, restructuration, démolition/construction, construction neuve hors site d'origine, acquisition/amélioration...);
- opérations-tiroirs à envisager ;
- si site(s) de desserrement : nombre et coût prévisionnel, localisation : (quartier, commune, autre commune de l'intercommunalité, en dehors de l'intercommunalité) ;
- autres solutions de logement envisagées (accès au logement social, logements sociaux partagés, accession très sociale à la propriété...);
- solutions à apporter au vieillissement et éléments spécifiques de lutte contre la sur-occupation.

### 3 ) Éléments relatifs au suivi de la mise en œuvre

- modalités, rendez-vous annuels d'évaluation de la mise en œuvre ;
- compléments d'information à apporter ;
- sanctions.

Par ailleurs, il convient de mentionner les documents suivants susceptibles d'être utiles au délégataire :

- orientations interministérielles relatives au traitement des foyers sur-occupés ;
- circulaire n° 2006-45 du 4 juillet 2006 relatives aux résidences sociales ;
- liste des FTM présents sur le territoire du délégataire à traiter dans le cadre de l'ANRU (ZUS et procédure de l'article 6 de la loi d'août 2003).

#### ✓ Création de centres d'hébergement

*Préciser pour chaque opération l'état d'avancement de la définition du projet, son échéancier prévisionnel de programmation, et les éléments de programme connus : maître d'ouvrage, gestionnaire, localisation, capacité, cible du projet social, coût et plan de financement prévisionnel...*

#### ✓ Création de logements-foyers pour personnes âgées ou pour personnes handicapées

*Préciser pour chaque opération l'état d'avancement de la définition du projet, son échéancier prévisionnel de programmation, et les éléments de programme connus : maître d'ouvrage, gestionnaire, localisation, capacité en logements et en places, cible du projet social et type d'établissement et autorisation, coût et plan de financement prévisionnel...*

✓ **Création de logement HAPI pour l'habitat inclusif**

*Préciser pour chaque opération l'état d'avancement de la définition du projet, son échéancier prévisionnel de programmation, et les éléments de programme connus : maître d'ouvrage, gestionnaire, localisation, capacité, cible du projet social, coût et plan de financement prévisionnel...*

## ANNEXE 6

### Programme d'intervention envisagé relevant du champ d'intervention de l'ANRU

*Description du projet, objectifs et prévisions d'opérations*

page 50 / 57

## C. Règlementation

### ANNEXE 7

#### Aides publiques en faveur du parc de logements

Outre les droits à engagement, l'Etat affecte, aux différentes opérations de développement de l'offre de logements locatifs sociaux financées en 202. (N) dans le cadre de la convention, des aides indirectes (TVA réduite, exonération de TFPB et aides de circuit).

Ainsi, si toutes les opérations aidées en PLAI, PLUS et PLS dans le cadre de la convention sont des logements ordinaires neufs, au regard du bilan 202. (N-1) des aides de l'Etat disponible sur le SIAP (cf. vademecum – bilan des aides moyennes), l'Etat affecterait aux différentes opérations, financées en 202. (N), les aides indirectes suivantes dans les conditions réglementaires et financières en vigueur au 31 décembre 202. (N-1).

## D. Documents annexés

### ANNEXE 8 - Liste des textes applicables

#### I – Aides de l'Etat et de l'Anah régies par le CCH

##### PLUS – PLAI

- Articles D. 331-1 à D.. 331-28 du C.CH
- Décret n° 2019-873 du 21 août 2019 relatif à la partie réglementaire du code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 5 mai 1995 modifié relatif aux subventions de l'Etat et aux prêts pour la construction, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs aidés.
- Arrêté du 17 octobre 2011 abrogeant et remplaçant l'arrêté du 10 juin 1996 relatif à la majoration de l'assiette de la subvention et aux caractéristiques techniques des opérations de construction, d'amélioration ou d'acquisition-amélioration d'immeubles en vue d'y aménager avec l'aide de l'Etat des logements ou des logements-foyers à usage locatif. Circulaire HC/EF 11 n° 97-51 du 29 mai 1997 relative au financement de logements locatifs sociaux pouvant bénéficier de subvention de l'Etat et de prêts de la caisse des dépôts et consignations. Cette circulaire est complétée par une note technique du 22 septembre 2000 relative aux hypothèses économiques à prendre en compte pour la vérification de l'équilibre des opérations financées en PLA ou PLUS et par la note DGALN du 15 avril 2014 relative aux hypothèses économiques à prendre en compte pour la vérification de l'équilibre des opérations locatives sociales. Circulaire UC/FB/DH n° 99-71 du 14 octobre 1999 relative à la mise en place du prêt locatif à usage social (PLUS)
- Circulaire n° 89-80 du 14 décembre 1989 relative aux modalités d'attribution des subventions de l'Etat dites « surcharge foncière ».
- Circulaire UHC/FB 17 n° 2000-66 du 5 septembre 2000 relative aux dispositions concernant l'attribution de subventions pour la réalisation ou l'amélioration des logements locatifs en région Ile-de-France
- Arrêté du 5 mai 2017 relatif à diverses dispositions concernant l'attribution de prêts et de subventions pour la construction, l'acquisition, l'acquisition-amélioration et la réhabilitation d'immeubles en vue d'y aménager avec l'aide de l'Etat des logements ou des logements-foyers à usage locatif
- Arrêté du 5 mai 2017 relatif à diverses dispositions concernant l'attribution de prêts et de subventions pour la construction, l'acquisition, l'acquisition-amélioration et la réhabilitation d'immeubles en vue d'y aménager avec l'aide de l'Etat des logements ou des logements-foyers à usage locatif

## **PSLA**

- Articles R. 331-76-1 à R. 331-76-5-4 du CCH. Circulaire n° 2004-11 du 26 mai 2004 relative à la mise en œuvre du nouveau dispositif de location-accession (PSLA)
- Circulaire n° 2006-10 du 20 février 2006 modifiant la circulaire n° 2004-11

## **PALULOS**

- Article D 323-1 à D. 323-12 du CCH
- Arrêté du 17 octobre 2011 abrogeant et remplaçant l'arrêté du 10 juin 1996 relatif à la majoration de l'assiette de la subvention et aux caractéristiques techniques des opérations de construction, d'amélioration ou d'acquisition-amélioration d'immeubles en vue d'y aménager avec l'aide de l'Etat des logements ou des logements-foyers à usage locatif.

## **Anah**

- Articles L 321-1 et suivants du CCH
- Articles R 321-1 à R 321-36 et R 327-1 du CCH
- Règlement général de l'Agence nationale de l'habitat
- Pour les plafonds de ressources applicables aux propriétaires occupants qui sollicitent une aide de l'Anah, il convient de se reporter au site [www.anah.fr](http://www.anah.fr)
- Les délibérations du Conseil d'administration de l'Anah, les instructions émises par l'Anah et communiquées conformément à l'article R. 321-7 du CCH aux présidents des EPCI et des Départements délégués, disponibles sur [extranah.fr](http://extranah.fr)

Les instructions émises par l'Anah sont, conformément à l'article R 321-7 communiquées aux présidents des EPCI et des conseils départementaux délégués.



## II - Aides de l'Etat non régies par le CCH

### Parc public

- Circulaire n° 2001-69/UHC/IUH2/22 du 9 octobre 2001 relative à l'utilisation de la ligne « amélioration de la qualité de service dans le logement social » - chapitre 65.48, article 02 modifiant la circulaire n° 99-45 du 6 juillet 1999.
- Circulaire n° 2001-77 du 15 novembre 2001 relative à la déconcentration des décisions de financement pour la démolition et changement d'usage de logements locatifs sociaux modifiant les circulaires des 22 octobre 1998 et 26 juillet 2000.
- Circulaire UHC/IUH2.30/ n° 2001-89 du 18 décembre 2001 relative à la mise en œuvre de la politique du logement et à la programmation des financements aidés de l'Etat pour 2002, en ce qui concerne les démolitions
- Circulaire n° 2002-31/UHC/IUH2/9 du 26 avril 2002 relative aux modalités d'intervention du 1% logement au titre du renouvellement urbain.
- Circulaire du 3 octobre 2002 relative au plan de traitement des foyers de travailleurs migrants (FTM)

### III – Lovers

- ⊖ Avis annuel relatif à la fixation du loyer et des redevances maximums des conventions APL.

## ANNEXE 9

### Dispositif de suivi imposé pour les délégations conventionnelles de compétence pour les aides au logement

#### I. Le parc public

Le pilotage de la politique du logement s'effectue au niveau régional, par la négociation et le suivi des conventions, et au niveau ministériel par la fixation des grands objectifs nationaux et le rendu compte au Parlement (à travers les projets et les rapports annuels de performance au sens de la LOLF). Pour assurer cette mission, le ministère chargé du logement a mis en place un infocentre national sur le suivi des aides au logement permettant de collecter les informations techniques et financières sur les aides qui sont attribuées par ses services ainsi que par les collectivités qui gèrent ces aides par délégation.

Les données sont transmises à l'infocentre uniquement par voie électronique par fichier conforme au schéma XML publié sur le site internet consacré à la délégation des compétences des aides à la pierre mis à disposition des services de l'Etat en charge du logement ou transmis sur simple demande auprès des mêmes services. Ce schéma de description des données à transmettre peut être amendé en fonction des nouveaux besoins de connaissances d'ordre technique ou financier.

Cette transmission automatisée par voie électronique doit être réalisée quotidiennement.

#### a) le dispositif de transmission des données

L'Etat met à disposition du délégataire le système d'information des aides à la pierre (SIAP), qui assure dans ce cas la transmission automatique des données au délégant pour les dossiers instruits par ce moyen.

Le délégataire identifie un référent pilote de la délégation (chef de service habitat, DGS) ainsi qu'un référent technique - c'est-à-dire un contact privilégié sur le volet numérique de la présente convention (système d'information des aides à la pierre, partage et amélioration de la qualité de la donnée renseignée), a priori l'administrateur SIAP pour sa structure dans le cadre de la gestion déléguée des habilitations.

Le délégataire doit se former à l'outil des aides à la pierre mis à disposition par l'Etat. Le délégataire pourra être invité, dans cadre de la délégation des aides à la pierre, à identifier un agent au sein de sa structure, ayant pour mission de former les autres agents de la collectivité délégataire. Le délégataire peut néanmoins choisir de s'équiper de son propre logiciel d'instruction. Il s'engage alors à ce que son logiciel prenne en charge la transmission automatique des données, à les téléverser en continue (au moins une fois par jour) dans le SIAP et à répercuter toutes les modifications que l'Etat aura jugé utile d'effectuer sur le schéma de transmission des données évoqué précédemment. Dans ce cas, l'Etat s'engage à prévenir le délégataire dans des délais raisonnables et, si besoin, d'instaurer une période transitoire pour la mise aux normes de la transmission.

Dans le cadre de l'analyse des opérations de logement, les délégataires peuvent également utiliser le logiciel de simulation du loyer d'équilibre d'une opération locative (LOLA) diffusé par la DHUP.

b) information sur le contenu général des informations à transmettre

A titre d'information, ces données sont structurées selon les rubriques suivantes:

- 1/ Identification du délégataire (ce code sur 5 caractères alphanumériques est communiqué à chaque délégataire par le ministère chargé du logement)
- 2/ Identification du maître d'ouvrage (son numéro SIREN)
- 3/ Année de gestion
- 4/ Identification de l'opération. Seront notamment indiqués:
  - numéro d'opération (unique pour un délégataire donné, sur 20 caractères alphanumériques)
  - code INSEE de la commune où se situe l'opération.
  - localisation de l'opération (hors QPV et territoires de veille, QPV hors PRU, QPV - PRU national, QPV - PRU régional, territoire de veille )
  - nature de l'opération (ex: PLUS, PLAI, PLS, logements pour étudiants...)
- 5/ Plan de financement de l'opération
  - La structure de ce plan est la même quel que soit le produit financé
  - Les différentes sources de subventions
  - Les différents types de prêts
  - Les fonds propres
  - Pour les opérations de PLS et de PSLA, l'établissement prêteur (prêt principal) doit être indiqué.
- 6/ Renseignements spécifiques suivant le produit financé
  - caractéristiques techniques et économiques des opérations de logement locatif social
  - caractéristiques techniques et économiques des opérations de réhabilitation
  - répartition du coût des opérations d'amélioration de la qualité de service (AQS) par poste
  - répartition du coût des opérations de démolition par poste

7/ Informations de suivi des opérations après le financement:

- montant et date pour chaque paiement effectué
- nombre de logements ayant fait l'objet d'un agrément définitif en PSLA (Article R. 331-76-5-1 - II)
- données pour le suivi statistique de lancement et de livraison des opérations notamment le numéro de permis de construire et de la convention

c) Les sources d'informations mise à disposition par l'Etat

Le site dédié au financement du logement social :

<http://www.financement-logement-social.territoires.gouv.fr/>

Ce site comporte les rubriques suivantes :

- la réglementation applicable aux délégations de compétence;
- des synthèses mensuelles sur la production de logement.

Ce site apporte de l'assistance à l'utilisation des applications à travers des fiches techniques et des FAQ. Il permet également de s'informer de l'ensemble des évolutions concernant les applications.

Contact du bureau de la DHUP chargé de la maîtrise d'ouvrage du système d'information des aides à la pierre (SIAP) :  
ph2.dhup.dgaln@developpement-durable.gouv.fr

II. Le parc privé

Les règles particulières relatives aux modalités des systèmes d'information sont prévues par la convention conclue entre le délégataire et l'Anah





**DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION  
DES AIDES PUBLIQUES AU LOGEMENT  
2025 - 2030**

**Convention entre l'État et Brest Métropole de mise à disposition  
des services de l'État  
pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution  
des aides publiques au logement**

**en application de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés  
et responsabilités locales**

Entre, d'une part :

**L'État**, représenté par Monsieur le Préfet du Finistère,

Et d'autre part :

**Brest Métropole**, représentée par son président, François CUILANDRE.

**Vu** la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

**Vu** la circulaire du 12 juin 2019, du Premier ministre Edouard Philippe programmant la fin des délégations de type 2 en annonçant que les renouvellements ne se feraient qu'en type 3 ;

**Vu** le courrier en date du 18 juin 2024, du Préfet du Finistère confirmant la totale application de la circulaire de 2019, et donc l'obligation non compensée d'un passage en type 3 au plus tard au 1er janvier 2026 en cas de renouvellement ;

**Vu** la convention de délégation de compétence conclue entre l'État et Brest métropole concomitamment en application de l'article (L. 301-5-1) du code de la construction et de l'habitation ;

**Vu** la convention de gestion conclue entre l'Agence nationale de l'habitat et Brest métropole conclue concomitamment en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation pour la gestion des aides destinées aux propriétaires privés ;

**Il est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1**

##### **Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir, **pour l'année 2025**, les modalités de la mise à disposition de la direction départementale des territoires et de la mer du Finistère au profit de Brest Métropole pour lui permettre d'exercer la compétence qui lui a été déléguée.

#### **Article 2**

##### **Champ d'application**

La présente convention concerne les aides de l'État et de l'Anah relatives :

- à la production, la réhabilitation et la démolition de logements locatifs sociaux; les financements mis en œuvre sont les suivants: PLUS, PLAI, aides à la démolition, aides à la réhabilitation énergétique, aides au changement d'usage des logements locatifs sociaux; sont aussi concernés les agréments de PLS et de PSLA ;
- à l'amélioration de l'habitat privé ;
- à la création et l'amélioration des places d'hébergement d'urgence ;
- aux prestations en matière d'études et d'ingénierie liées à la mise en œuvre des aides précitées, telles que études de marché et de besoins en logements, définition de stratégies foncières, maîtrises d'œuvre urbaine et sociale (MOUS), diagnostics préalables, études pré-opérationnelles, suivi et animation d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat, de plans de sauvegarde des copropriétés, de programmes d'intérêt général et de programmes sociaux thématiques.

Pour la mise en œuvre de ces aides, Brest métropole bénéficie d'une mise à disposition de la direction départementale des territoires et de la mer, portant sur les activités suivantes :

1. Logements locatifs sociaux :

- instruction des dossiers ;
- préparation des décisions attributives de subvention et d'agrément ;
- instruction, publication, mise à jour des conventions APL;
- suivi des droits à engagement et des crédits de paiement.

2. Logements privés :

- activités décrites dans la convention susvisée conclue avec l'Anah pour la gestion des aides destinées aux propriétaires privés;

**Article 3**

Modalité de réception et d'instruction des dossiers

Pour le logement social, les dossiers de demande de financement et d'agrément sont déposés sur l'outil métier SIAP, puis sont instruits par la direction départementale des territoires et de la mer. Brest métropole signe les décisions relatives aux agréments-financements.

Pour l'habitat privé, les dossiers de demande de financement et d'agrément sont déposés soit sur la plateforme [monprojet.anah.gouv.fr](https://monprojet.anah.gouv.fr), soit en version papier auprès de la délégation locale de l'Anah.

**Article 4**

Relations entre Brest métropole  
et la direction départementale des territoires et de la mer

Pour l'exercice de la présente convention, le président de Brest métropole adresse ses attendus et remarques au directeur départemental des territoires et de la mer.

Au sein de la direction départementale des territoires et de la mer, ses interlocuteurs privilégiés sont :

Thérèse Placek, cheffe du service habitat-construction

Pour le logement locatif social

Olivia Le Bras, cheffe de l'unité politiques de l'habitat et coordination,  
Laurent Mothré, pour l'instruction des demandes d'agrément et de financement, et leur suivi,  
Corinne Rocha-Caiado, pour le conventionnement.

Pour le logement privé

Anne-Laure Le Goff, cheffe de l'unité habitat privé,  
Romain Le Ru, adjoint à la cheffe d'unité,  
L'équipe d'instructrices- teurs

Cette situation nominative est celle à la date de signature de la convention, elle est indicative et évolutive selon les changements de poste des agents.

Il s'agit de la liste des interlocuteurs qui travaillent en partie sur la délégation de Brest métropole. Il ne s'agit donc pas d'équivalent temps plein (ETP) pour chaque agent.



**Article 5**  
Classement et archivage

Concernant le logement social, les décisions d'agrément et de financement sont archivées sur l'outil métier SIAP.

Concernant l'habitat privé, les dossiers de financement et de conventionnement des logements instruits dans le cadre de la présente convention sont classés et archivés soit en papier à la direction départementale des territoires et de la mer, soit en format dématérialisé sur la plateforme [monprojet.anah.gouv.fr](https://monprojet.anah.gouv.fr), selon le mode de dépôt de ces dossiers. Les décisions d'agrément et de financement sont archivées sur l'outil métier OPAL.

**Article 6**  
Suivi de la convention

Brest métropole et la direction départementale des territoires et de la mer se rencontrent régulièrement pour examiner les conditions dans lesquelles s'exécute la présente convention.

La présente convention prendra fin au 31 décembre 2025.

Brest métropole peut, par voie d'avenant, demander des modifications à la présente convention, notamment quant à la liste des activités entrant dans la mise à disposition et décrites à l'article 2.

**Article 7**  
Dispositions financières

La mise à disposition de la direction départementale des territoires et de la mer dans le cadre de la présente convention ne donne pas lieu à rémunération.

**Article 8**  
Résiliation

La résiliation de la délégation de compétence conclue entre l'État et Brest métropole en application de l'article (L. 301-5-1) du code de la construction et de l'habitation entraîne de plein droit la résiliation de la présente convention.

Cette dernière peut être dénoncée à tout moment par le délégataire à l'issue d'un délai de préavis de trois mois.

Fait, le **10 JUIN 2025** .....

Le 10 JUIN 2025

Le Préfet du Finistère



Le Président de

Brest métropole



François CUIILLANDRE

**Arrêté du 18 juin 2025**  
**Portant agrément départemental d'associations de jeunesse  
et d'éducation populaire**

**Le Préfet du Finistère**  
**Officier de la Légion d'honneur**  
**Officier de l'Ordre national du mérite**

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel ;

**Vu** la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

**Vu** le décret n° 2002-571 du 22 avril 2002 portant application du premier alinéa de l'article 8 de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 ;

**Vu** le décret n° 2017-908 du 6 mai 2017 portant application de l'article 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n° 2019-838 du 19 août 2019 portant diverses mesures de simplification pour le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse ;

**Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M Louis Le Franc en qualité de préfet du Finistère ;

**Vu** le décret du 12 mars 2025 portant nomination de Mme Hélène Insel en qualité de rectrice de région académique Bretagne, rectrice de l'académie de Rennes ;

**Vu** le décret du 9 juillet 2024 portant nomination de Mme Catherine Moalic en qualité de directrice académique des services de l'éducation nationale du Finistère ;

**Vu** le décret n° 2020-1542 du 9 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre ;

**Vu** le décret n° 2020-1543 du 9 décembre 2020 relatifs aux services déconcentrés du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

**Vu** le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

**Vu** le protocole du 4 janvier 2021 entre le préfet du Finistère et le recteur de région académique Bretagne relatif à l'articulation de leurs compétences pour la mise en œuvre des missions de l'Etat dans les champs des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire, de l'engagement civique et de la vie associative ;

Considérant la demande d'agrément transmise par l'association ci-dessous désignée,

## ARRETE

### Article 1

Il est accordé l'agrément Jeunesse et Education Populaire à l'association suivante :

Nom Association	N° SIRET	N° RNA	N° agrément Jeunesse et Education Populaire
FAMILLES RURALES ASSOC PLOUGUERNEAU " AUX MILLE COULEURS "	33378309000041	W291002507	JEP 29 24-182

### Article 2

L'agrément Jeunesse et Education Populaire des associations mentionnées dans l'article 1 est accordé pour une durée de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

Avant le terme de ces cinq années, l'association doit transmettre une demande de renouvellement de son agrément Jeunesse et Education Populaire à l'administration qui a délivré le premier agrément ; si la demande de renouvellement n'est pas effectuée avant l'expiration de l'arrêté d'agrément Jeunesse et Education Populaire ou si les conditions d'attribution d'agrément JEP ne sont plus remplies, l'association perd le bénéfice cet agrément.

### Article 3

Cet agrément Jeunesse et Education Populaire n'est valide que si l'association mentionnée dans l'article 1 détient un arrêté portant reconnaissance du tronc commun d'agrément en cours de validité.

### Article 4

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du recteur académique dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Rennes dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

### Article 5

La directrice académique des services de l'éducation nationale du Finistère est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et notifié aux intéressés.

Fait à Quimper, le 18 février 2025

Le préfet,

*signé*

Louis LE FRANC

**Arrêté du 18 juin 2025**  
**Portant reconnaissance du tronc commun d'agrément**

**Le Préfet du Finistère**  
**Officier de la Légion d'honneur**  
**Officier de l'Ordre national du mérite**

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses dispositions d'ordre social, éducatif et culturel ;

**Vu** la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ;

**Vu** le décret n° 2002-571 du 22 avril 2002 portant application du premier alinéa de l'article 8 de la loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001 ;

**Vu** le décret n° 2017-908 du 6 mai 2017 portant application de l'article 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n° 2019-838 du 19 août 2019 portant diverses mesures de simplification pour le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse ;

**Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M Louis Le Franc en qualité de préfet du Finistère ;

**Vu** le décret du 12 mars 2025 portant nomination de Mme Hélène Insel en qualité de rectrice de région académique Bretagne, rectrice de l'académie de Rennes ;

**Vu** le décret du 9 juillet 2024 portant nomination de Mme Catherine Moalic en qualité de directrice académique des services de l'éducation nationale du Finistère ;

**Vu** le décret n° 2020-1542 du 9 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre ;

**Vu** le décret n° 2020-1543 du 9 décembre 2020 relatifs aux services déconcentrés du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

**Vu** le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;

**Vu** le protocole du 4 janvier 2021 entre le préfet du Finistère et le recteur de région académique Bretagne relatif à l'articulation de leurs compétences pour la mise en œuvre des missions de l'Etat dans les champs des sports, de la jeunesse, de l'éducation populaire, de l'engagement civique et de la vie associative ;

Considérant la demande d'agrément transmise par l'association ci-dessous désignée,

## ARRETE

### Article 1

Il est accordé l'agrément Tronc Commun d'Agrément à l'association suivante :

Nom Association	N° SIRET	N° RNA	N° agrément Jeunesse et Education Populaire
FAMILLES RURALES ASSOC PLOUGUERNEAU " AUX MILLE COULEURS "	33378309000041	W291002507	JEP 29 24-182

### Article 2

L'agrément Tronc Commun d'Agrément de l'association mentionnée en annexe est accordé pour une durée de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

Avant le terme de ces cinq années, l'association doit transmettre une demande de renouvellement de leur Tronc Commun d'Agrément à l'administration qui a délivré le premier agrément ; si la demande de renouvellement n'est pas effectuée avant l'expiration de l'arrêté Tronc Commun d'Agrément ou si les conditions générales du Tronc Commun d'Agrément ne sont plus remplies, l'association perd le bénéfice de tous ses agréments ministériels.

### Article 3

L'association mentionnée à l'article 1 est réputée satisfaire aux conditions de l'article 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000. L'association peut se prévaloir du respect de ces conditions dans le cadre de toute procédure d'agrément prévue par la législation pendant une période de cinq ans à compter de la date du présent arrêté.

### Article 4

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ainsi que d'un recours hiérarchique auprès du recteur académique dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Rennes dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.

### Article 5

La directrice académique des services de l'éducation nationale du Finistère est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et notifié aux intéressés.

Fait à Quimper, le 18 juin 2025

Le préfet,

*signé*

Louis LE FRANC